UCLouvain

Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication

Qu'est-ce que l'écosocialisme ? Trois regards : Gorz, Löwy, Münster

Auteur : Fabrice Pourbaix
Promoteur : Hervé Pourtois
Lecteurs : Philippe Roman, Pierre Eyben
Année académique 2021-2022
Master 120 (OPES2M) en politique économique et sociale

Remerciements

Je tiens à remercier le professeur Hervé Pourtois pour ses nombreux conseils, sa grande disponibilité et sa bienveillance.

Je remercie le professeur Philippe Roman pour ses remarques constructives et bien utiles à l'amélioration de ce travail.

Je remercie Monsieur Eyben pour ses observations judicieuses.

Je remercie Lucas Monoyer pour sa précieuse aide à la réalisation de la mise en page.

Je remercie tout particulièrement mon épouse pour son soutien depuis le début du cursus et pour son dévouement envers la famille pour pallier mes trop nombreuses absences. Je la remercie aussi pour son travail indispensable de relecture.

Enfin, une pensée toute particulière pour mes deux enfants qui ont dû composer malgré eux avec un papa peu attentionné.

1.Introduction :.....1
1.1 Origine du mot.....3
1.2 La préhistoire de la notion d'écosocialisme.....4
1.3 Comment définir l'écosocialisme ?.....9
1.4 Qui porte l'étiquette d'écosocialiste ?.....10
1.5 Méthodologie : Question de recherche et cadre d'analyse.....10
2. Socialisme et écologie politique.....15
2.1 Socialisme.....15
2.2 L'écologie politique.....17
2.3 Les deux courants en tension.....18
3. Première tentative d'intégrer l'écologie politique : André Gorz.....21
4. Deuxième tentative d'intégrer l'écologie politique : Michael Löwy.....42
5. Troisième tentative d'intégrer l'écologie politique : Arno Münster.....58
6. Points de convergences et de divergence (variantes) entre les 3 auteurs.....70
6.1 Les convergences.....70
6.2 Les divergences (variantes).....71
7. Conclusion.....74
8. Références bibliographiques.....79
8.1 Ouvrages.....79
8.2 Articles.....80
8.3 Sites internet.....82

1.Introduction :

Ma décision d'entreprendre un master à la FOPES en politique économique et sociale cristallisait mes préoccupations sociales, économiques et écologiques. Il en va de même pour mon projet de mémoire.

Dans mon imaginaire, ces trois thèmes doivent muter pour tendre vers une vie pleine de félicités.

Ma problématique est de répondre à cette triple exigence. Quel courant politique est à même de pouvoir incarner ces idéaux ? Le socialisme[1] dans sa forme la plus répandue, c'est-à-dire la social-démocratie, peut-il être une réponse à mes préoccupations de justice sociale et climatique ?

Dans les années 1980 s'opère un tournant décisif pour la social-démocratie avec son ralliement au "social libéralisme". Le professeur de sociologie Matéo Alaluf (1944 -) dans son ouvrage sur le déclin de la social-démocratie, précise qu'en Europe les partis sociaux-démocrates deviennent un "élément" de l'ordre en place. Le résultat est une désaffection importante de leur électorat et une "cassure" avec les classes populaires. Dorénavant, socialisme ou social-démocratie sont synonymes de duperie et de capitulation. (Pfefferkorn, 2013, p153) Le professeur prône dans son essai que le socialisme doit retrouver son esprit révolutionnaire pour préserver la planète. Le socialisme doit avoir pour objectif de faire disparaître l'exploitation du travail et l'aliénation de la sphère marchande. Cet héritage du mouvement ouvrier doit vivre dans toutes les traditions de la gauche, social-démocrate, sociale radicale et écologique, le socialisme est pluriel. Alaluf fait ici référence aux propos tenus par Pierre Rolle, le socalisme multiple comme les peuples « c'est notre hypothèse pour une gauche de gauche ». (Alaluf,2021, p222)

[1] Wikipédia. Socialisme. Modifié le 16 mai 2022 à 22h19. https://fr.wikipedia.org/wiki/Socialisme, consulté le 17/03/2022.

Comment organiser la transition ?

L'écologie peut-elle être un risque pour la gauche dans la mesure où elle met en évidence un scénario d'une catastrophe qui est perçue par la population comme évitable mais au prix du sacrifice de son niveau de vie ? Ce discours passe d'autant plus mal auprès des couches sociales les moins favorisées qui, en plus des difficultés au quotidien devraient se préoccuper de problèmes climatiques. Mais pour Rémi Lefevre, membre du Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales (CERAPS) et spécialisé dans l'évolution du Parti socialiste en France, l'écologie est le nouveau paradigme indispensable au renouveau de la gauche. Il se pose la question suivante : comment l'écologie doit s'y prendre pour offrir à la population une histoire basée sur le progrès en intégrant la dimension émancipatrice ? Comment persuader la population de la pertinence de la transformation écologique, tout en diffusant un message qui ne rebute pas ? L'écologie a deux freins principaux, le premier est l'allégorie de la croissance et le second est la prédominance du consumérisme. (Lefebvre, 2022, p64).

Peut-on puiser dans l'héritage du socialisme ou des socialismes matière à penser un nouveau projet d'émancipation ? N'existe-t-il pas dans le socialisme révolutionnaire des conceptions, des recettes qui méritent d'être envisagées comme la planification, l'autogestion ?

Matéo Alaluf trouve dans la déception généralisée d'une partie importante de la population mais également dans la crise de la Covid 19 et dans la réclamation de plus de social au sein de l'Etat, une nouvelle opportunité pour un combat politique. Auparavant la crainte du communisme avait été un incitant à des réformes. Aujourd'hui, l'appréhension de révoltes sociales pourrait aussi favoriser l'émergence de nouvelles réformes au moment où la social-démocratie est à l'agonie. Le sociologue y voit par la grâce de cette situation tendue d'un point de vue social, une ouverture pour le socialisme et il fait référence à la révolutionnaire Rosa Luxemburg (1871-1919). Le sociologue pense que la démocratie entièrement accomplie selon les critères de Rosa Luxemburg est une démocratie qui vient du peuple. Les caractéristiques d'une démocratie rêvée par Luxembourg s'appuient sur le suffrage universel et sur les conseils ouvriers qui sont des corps autogestionnaires de travailleurs. Ces conseils ouvriers sont la colonne vertébrale d'une démocratie socialiste, assurant aux travailleurs d'exercer la pratique de leur autonomie. La mobilisation des mouvements sociaux et des luttent qui peuvent en découler sont très souvent imprédictibles. La socialiste exalte une démocratie sans limite qui

pourrait être un danger bien plus grand pour le capitalisme que les différents programmes élaborés pour limiter son influence ou pour l'anéantir. (Alaluf, 2021, p211)

Comment porter un vaste projet de rénovation du socialisme en intégrant les enjeux qui sont présents dans l'écologie politique afin de relever les défis de justice sociale et de justice climatique ?

Des courants certes minoritaires, mais porteurs de ces valeurs au sein de la gauche radicale et écologique dont l'écosocialisme et le mouvement de la décroissance en sont les principaux représentants. Leur approche de l'émancipation diffère dans leur volonté de dépassement du capitalisme : les décroissants sont plus axés sur la condamnation de la technique, mais on peut relever plusieurs points de convergence. Ils sont tous les deux anticapitalistes et antiproductivistes.

L'écosocialisme[2] fut pour moi comme une possibilité de réponse à mes réflexions sur un projet de société qui promet de respecter l'humain et son milieu naturel tout en proposant une économie qui permette cet équilibre. C'est surtout une critique explicite du modèle dominant qui a pour finalité la pléonexie et pour seules limites les ressources planétaires.

Le "socialisme vert " est un projet ambitieux qui peut être qualifié d'écologie anticapitaliste ou également de socialisme auquel on ajoute l'écologie et on soustrait le capitalisme.

1.1 Origine du mot

Le terme écosocialisme est apparu pour la première fois en 1975 sous la plume du scientifique prospectiviste Joel de Rosnay dans son ouvrage le *Macroscope. Vers une vision globale.* L'auteur déclare dans un ouvrage plus récent (De Rosnay, 2007) "j'avais décrit dans mon livre Le Macroscope, en 1975, l'avènement de ce que j'appelais un" écosocialisme", c'est-à-dire une convergence des grandes politiques économiques et sociétales vers la protection de l'environnement »

On assiste aujourd'hui à la volonté de convergences telles que décrites initialement par Joel de Rosnay et ce, suite aux graves problèmes mondiaux causés par les prémices du réchauffement planétaire. Il déclare que le terme d'écosocialisme peut être discuté, mais présenté en 1975, il

[2] Wikipédia. Ecosocialisme. Modifié le 26 mars 2022 à 17h46, httpps://fr.m.wikipedia.org/wiki/ecosocialisme , consulté le 10/05/2022.

avait une qualité, celle de mettre en évidence une réalité actuelle « l'avènement de formes d'autonomies locales catalysées par des réseaux sociétaux s'appuyant sur l'écosystème informationnel que devient progressivement l'internet mondial".

De leur côté, les représentants d'une certaine direction politique au sein des "*Grünen"* du parti vert allemand, nommés « osocialistche ök » ou « écosocialiste », dont les fondateurs sont Rainer Trampert et Thomas Ebermann vont diffuser le terme dans les années 1980. A la même période, Rudolf Bahro, dans son ouvrage L'*Alternative d'un dissident socialiste de l'Allemagne de l'Est* analyse le modèle soviétique est-allemand et en appelle à un socialisme écologique. Enfin, de 1988 à 2003, James O'Connor[3] est co-fondateur et rédacteur en chef d'un journal d'écologie socialiste, la revue : *Capitalism, Nature and Socialism*, (wikipedia 27 08 2012)

1.2 La préhistoire de la notion d'écosocialisme

Si le terme écosocialisme est apparu sous la plume de De Rosnay en 1975, les préoccupations à l'égard de la nature et du social sont bien plus anciennes. En remontant le fil de l'histoire, on peut s'arrêter sur des conceptions et aussi des auteurs qui ont pu être tourmentés par les problèmes environnementaux et sociaux.

Un courant philosophique nommé "Taoïsme" fondé par Lao Tseu (milieu du VIème siècle avant notre ère - milieu du Vème siècle avant notre ère), prône l'équilibre entre l'Homme et la nature. La nature ne doit pas être un objet de domination au profit de l'homme mais l'harmonie doit s'établir entre les deux. Les Taoïstes sont des anarchistes spirituels, Lao Tseu prône la rupture avec les institutions car elles créent des besoins socialement fabriqués et du consumérisme. Pour les Taoïstes, le gaspillage de l'énergie vitale est proscrit. Les mots, les pensées et les actes de la vie sont mesurés.

Une vie frugale simple est recommandée pour nous orienter vers l'essentiel pour les êtres et les choses. Le Taoïste se doit d'être modeste face au cosmos, l'humain fait corps avec la nature car il ne trouvera qu'affliction s'il essaye de la dompter.

[3] Wikipedia. James O'Connor (academic). Modifié le 20 août 2021 à 16h59. https://en.wikipedia.org/wiki/James_O%27Connor_(academic), consulté le 15/04/2022.

On peut également citer François d'Assise[4] (1181ou 1182-1226) qui accorde toute son attention aux plus défavorisés. Il est proclamé Saint patron des Ecologistes par bulle spéciale le 29 novembre 1979 à l'initiative du pape Jean-Paul II. Saint François vénère la nature comme un divin cadeau de Dieu.

Jean-Jacques Rousseau[5] (1712-1778), quant à lui, prône l'osmose de l'homme et de la nature et du contentement d'un bonheur simple. Rousseau, dans son *Discours sur l'inégalité parmi les hommes*, critique avec véhémence la propriété privée car pour lui, avant son avènement, l'homme cultivait son lopin de terre ce qui lui permettait d'être autosuffisant. La propriété provoque des inégalités et de la concurrence entre les individus et ce qui est à l'origine du déclin de l'humanité. Rousseau déclare : "nos âmes se sont corrompues à mesure que nos sciences et nos arts se sont avancés à la perfection".

Charles Fourier (1772-1837) est pour sa part, un penseur du premier âge du socialisme. Il est l'auteur en 1820, au commencement du capitalisme fossile, d'un texte ayant pour titre *Détérioration matérielle de la planète*. Voici ce qu'il déclare " les prodiges individuels, à la ridicule propriété de dégradation collective ; elle détruit son propre sol au lieu de l'améliorer". L'issue pour le philosophe est de s'émanciper de l'individualisme et de la dégradation de l'environnement : "échapper à cette société responsable des calamités et de la détérioration croissante du globe".

Celui qui échafaude le phalanstère, c'est-à-dire un habitat collectif pour une vie harmonieuse, est un penseur critique du capitalisme industriel naissant, qui mêle les aspects sociaux et écologiques. Il est fondamental pour ce dernier que la société évolue en direction d'une transformation du système existant. Dans son "utopie "des harmoniens", il dépeint des individus réalisant un travail passionné et ludique qui ont pour finalité le respect de la nature et pas la productivité.

Le célèbre géographe anarchiste et précurseur de l'écologie mais aussi anticapitaliste, Elisée Reclus (1830-1905) commente l'esthétique enlaidie des paysages depuis l'avènement de la révolution industrielle dans son ouvrage de 1866 *Du sentiment de la nature dans les sociétés*

---

[4] Wikipédia. François d'Assise. Modifié le 5 mai 2022 à 11h23. https://fr.wikipedia.org/wiki/Fran%C3%A7ois_d%27Assise, consulté le 25/04/2022.

[5] Wikipédia. Jean-Jacques Rousseau. Modifié le 27 mai 2022 à 10h42. https://fr.wikipedia.org/wiki/Jean-Jacques_Rousseau, consulté le 29/03/2022.

modernes. Reclus précise que la révolution des transports modifie le rapport des sociétés modernes aux territoires en développant leurs mobilités. Cela permet aux plus nantis d'échapper facilement à la pollution émise par les nombreuses manufactures en se rendant à la campagne pour rejoindre leur seconde résidence et y respirer un air pur. Ce privilège n'est bien évidemment pas à la portée des pauvres ; ceux qui travaillent dans ces usines pour un salaire de misère dans des conditions déplorables en y laissant leur santé.

Le géographe évoque le développement de la propriété privée qui entraîne la spéculation mais aussi la souillure de la terre par l'exploitation agricole et industrielle « Puisque la nature est profanée par tant de spéculateurs précisément à cause de sa beauté, il n'est pas étonnant que dans leurs travaux d'exploitation les agriculteurs et les industriels négligent de se demander s'ils ne contribuent pas à l'enlaidissement de la terre {…} De vastes contrées qui jadis étaient belles à voir et qu'on aimait parcourir sont entièrement déshonorées, et l'on éprouve un sentiment de véritable répugnance à les regarder ».

Ces dernières années, Karl Marx (1818-1883) a suscité de nombreux travaux dont la finalité est de confirmer l'idée répandue que Marx et le marxisme ne se souciaient pas de la nature et qu'elle était seulement indispensable pour l'utilisation de ses ressources dans une perspective productiviste.

Or, John Bellamy Foster dans son ouvrage, *Marx Ecologique* (2011), met en exergue que Marx, depuis ses premiers écrits, se préoccupe du rapport entre l'homme et la nature à travers sa théorie de la critique du capitalisme. Les travaux du chimiste allemand Justus Von Liebig (1803-1873) von influencer la pensée de Marx qui empruntera le concept de « métabolisme » au baron Von Liebig.

On peut relever dans le premier livre du Capital: « avec la prépondérance toujours croissante de la population urbaine qu'elle entasse dans de grands centres, la production capitaliste amasse d'un côté la force motrice historique de la société et perturbe d'un autre côté le métabolisme entre l'homme et la terre, c'est-à-dire le retour au sol des composantes de celui-ci usées par l'homme sous forme de nourriture et de vêtements, donc l'éternelle condition d'une fertilité durable du sol » (Karl Marx, Le Capital, livre 1, p. 565-567). Et dans le troisième livre du Capital (genèse de la rente capitaliste) il précise :

" la grande propriété foncière réduit la population agricole à un minimum, à un chiffre qui baisse constamment en face d'une population industrielle, concentrée dans les grandes villes, et qui s'accroit sans cesse ; elle crée ainsi des conditions qui provoquent un hiatus irrémédiable

dans l'équilibre complexe du métabolisme social composé par les lois naturelles de la vie; il s'ensuit un gaspillage des forces du sol , gaspillage que le commerce transfère bien au-delà des frontières du pays considéré".

Marx ajoute : " La grande industrie et la grande agriculture exploitée industriellement agissent dans le même sens. Si, à l'origine, elles se distinguent parce que la première ravage et ruine davantage la force de travail, donc la force naturelle de l'homme, l'autre plus directement la force naturelle de la terre, elles finissent, en se développant, par se donner la main : le système industriel à la campagne finissant aussi par débiliter les ouvriers et l'industrie et le commerce, de leur côté, fournissant à l'agriculture les moyens d'exploiter la terre". (Karl Marx, Le Capital, livre 3, vol. 3, op. cit., p. 191-192).

Quant à Ghandi (1869-1948), apôtre de la non-violence et critique de la civilisation industrielle, il déclara "la machine permet à une petite minorité de vivre de l'exploitation des masses {…} or la force qui meut cette minorité n'est pas l'humanité ou l'amour du semblable, mais la convoitise et l'avarice. Il ajoutera "mon objectif n'est pas de détruire la machine mais de lui imposer des limites". Son but est de préserver les écosystèmes et il est sensible au sort des plus pauvres.

Celui qui organise la lutte collective de la communauté indienne, sous le joug du colonialisme britannique a son idée sur le rapport entre nature et production "chaque jour, la nature produit suffisamment pour nos besoins. Si chacun ne prenait que ce qu'il lui faut, il n'y aurait pas de pauvreté dans le monde, et personne n'y mourrait d'inanition".

Pour sa part, le philosophe allemand, Walter Benjamin (1892-1940), Marxiste, établit une critique virulente du capitalisme à l'égard de la nature « Les plus vieux usages des peuples semblent nous adresser comme un avertissement : nous garder du geste de cupidité quand il s'agit d'accepter ce que nous reçûmes si abondamment de la nature ». Il recommande "montrer un profond respect" envers la "terre nourricière" et Benjamin poursuit "la société, sous l'effet de la détresse et de la cupidité, est dénaturée au point de ne plus recevoir que par le vol les dons de la nature {…} son sol s'appauvrira et la terre donnera de mauvaises récoltes" ; On ne peut que relever les similitudes dans son discours datant des années 1930 avec la situation vécue aujourd'hui.

Dans son ouvrage, le *livre des Passages*, il met en évidence et condamne les pratiques d'exploitation de la nature en opposant les sociétés matriarcales ; où la nature était respectée pour son rôle de mère munificente et nos sociétés "modernes". Le penseur Allemand n'est pas

favorable à un retour à l'âge préhistorique de nos sociétés mais plutôt à une symbiose entre l'homme et la nature. Le socialiste utopique Charles Fourrier personnifie pour Benjamin, cette espérance d'osmose tant désirée.

On peut trouver également chez Cornélius Castoriadis (1922-1997), le cofondateur du groupe *socialisme ou barbarie*, des préoccupations sociales et écologiques. Celui-ci consacre une partie importante de son œuvre à une réflexion sur l'émancipation individuelle mais aussi collective dans un projet de démocratie directe et en faveur d'une autogestion d'un point de vue économique.

Le philosophe émet un grand intérêt pour les préoccupations environnementales « l'écologie est subversive car elle met en question l'imaginaire capitaliste qui domine la planète. Elle en récuse le motif central selon lequel notre destin est d'augmenter sans cesse la production et la consommation. Elle montre l'impact catastrophique de la logique capitalisme sur l'environnement naturel et sur la vie des êtres humains {…} il n'y a aussi la destruction anthropologique et consommatrice, en zappeurs abrutis. Il y a la destruction de leurs milieux de vie {…}il ne s'agit donc pas d'une défense bucolique de la nature mais d'une lutte pour la sauvegarde de l'être humain et de son habitat ». Pour celui qui fut également économiste, le capitalisme et l'avènement de la technoscience ont rompu le soin à l'égard de la nature, qui existait dans les sociétés prémodernes.

Castoriadis pense que le développement de la technoscience pose un problème majeur, c'est-à-dire que la société ne prend pas en considération le concept philosophique de "phronesis" cher à Aristote dans l'éthique à Nicomaque et que l'on peut traduire par la prudence. Le penseur va plus loin. Pour lui, la prise en compte de l'environnement est indissociable de tout projet politique réel et sérieux mais pas suffisant. Il faudrait renoncer au besoin de produire et de consommer toujours plus, ces derniers ne peuvent être le but ultime d'une vie. Il faut donc déconstruire "notre imaginaire capitaliste" d'un expansionnisme sans fin. Affligé par la destruction de la nature, il préconise la naissance d'un projet "écosocialiste" qui pourrait être, en plus, une défense contre une ambition écofasciste : « l'écologie peut très bien être intégrée dans une idéologie néo-fasciste. Face à une catastrophe écologique mondiale, par exemple, on voit très bien des régimes autoritaires imposant des restrictions draconiennes à une population affolée et apathique. L'insertion de la composante écologique dans un projet politique démocratique radical est indispensable ».

Le 18 juin 2015, le pape François publie une encyclique intitulée : Laudato si[6] (loué sois-tu). Elle est dédiée aux problématiques de l'écologie intégrale, le pontife invite les croyants et les non croyants à s'investir pour la cause environnementale et à reconsidérer les interdépendances entre l'homme, la nature et la société. Il met en évidence la perte de biodiversité : " la terre est l'objet de déprédations à cause de la conception de l'économie ainsi que de l'activité commerciale et productive fondée sur l'immédiateté".

Un peu plus loin dans son analyse, il avertit qu'il faut se méfier des projets des scientifiques mais également des techniciens qui espèrent trouver des solutions pour pallier les problèmes que créent les individus mais qui sont à la solde de la finance et des pratiques consuméristes « alors que notre terre devient moins riche et moins belle, toujours plus limitée et plus grise, tandis que le développement de la technologie et des offres de consommations continue de progresser sans limite ».

Le pape dénonce ceux qui « prétendent obtenir d'importants bénéfices en faisant payer au reste de l'humanité, présente et future, les coûts très élevés de la dégradation de l'environnement ».

1.3 Comment définir l'écosocialisme ?

On définit l'écosocialisme comme une doctrine politique qui veut répondre aux deux crises que sont le capitalisme et l'écologie. Celui-ci a pour fondement l'héritage marxiste mais sans le productivisme. La production se limite aux besoins sociaux. La valeur d'usage prévaut sur la valeur d'échange. La logique du marché doit être écartée pour permette la protection de la nature. L'écosocialisme est une alternative radicale au système dominant capitaliste basé sur la croissance exponentielle des ressources de la planète.

[6] Wikipédia. Laudato si'. Modifié le 11 mai 2022 à 9h35. https://fr.wikipedia.org/wiki/Laudato_si%27, consulté le 15/04/2022.

1.4 Qui porte l'étiquette d'écosocialiste ?

Cette liste n'a pas la prétention d'être exhaustive.

En Allemagne : Elmar Alvater, Arno Munster

En Belgique : Daniet Tanuro

Au Canada : Ian Angus

En Espagne : Joan Martinez Alier

En France : Corinne Darleux Morel, Jean-Paul Deléage, André Gorz, Jean-Marie Harribey,

Michael Löwy

Aux Etats-Unis: John Bellamy Foster, Ted Benton, Paul, Burkett, Barry Commoner, Joel Kovel, Fred Magdoff, James O' Connor, Paul Sweezy.

Ces penseurs ne sont pas réunis au sein d'un même mouvement, des divergences sont présentes. Ils se rejoignent sur l'idée constituante que le système capitaliste est inconciliable avec la préservation de l'environnement.

1.5 Méthodologie : Question de recherche et cadre d'analyse

La discipline choisie est la philosophie politique. Je vais confronter des idées et des concepts et argumenter sur des questions normatives pour tenter de répondre à mes interrogations. Mon intention est de procéder à l'aide d'une revue de la littérature. Mon travail consiste, à partir des textes sélectionnés de différents auteurs, de décrire et de critiquer le raisonnement des auteurs, de prendre du recul et de réfléchir si la position de l'auteur est motivée par l'apport d'arguments pertinents. Comparer et critiquer le point de vue des auteurs sur un sujet doit me permettre d'avoir une vue globale d'une problématique étudiée. Je devrai donc faire preuve d'esprit critique autant envers les idées exprimées par les auteurs que sur ma propre opinion. Douter pour éviter les certitudes et me permettre d'approfondir mon raisonnement afin d'affiner mon argumentation. Je devrai analyser de façon systématique tout ce que je suis susceptible d'écrire dans ce travail afin d'éviter tout préjugé. Ma méthodologie doit me permettre d'étayer mes propos afin de répondre à ma question de recherche qui est la suivante :

Comment le socialisme intègre la dimension écologique ?

Je vais essayer d'y apporter une réponse à partir d'un corpus sélectionné en accord avec mon promoteur. Je tenterai, en toute humilité de repérer les notions, les éléments pertinents pour le développement de mon travail dans mes différentes lectures préliminaires. Une démarche identique sera observée pour les autres articles jugés utiles à la rédaction de ce travail.

J'espère que mon corpus me permettra de répondre à mes interrogations. Mon objectif est de réaliser, modestement, une lecture critique de ces ouvrages, repérer les impensés et les interroger. Si ces textes ne permettent pas d'apporter de réponses satisfaisantes, je me permettrai de chercher une réponse en dehors de ce corpus. Si malgré mes recherches supplémentaires, aucune réponse n'a pu être trouvée, je m'autoriserai alors à émettre une hypothèse. Il est bien entendu impossible d'analyser et même de parcourir l'entièreté de la littérature concernant le sujet. Cependant, il me parait indiqué de ne pas m'arrêter à un manquement dans les livres sélectionnés. Il serait dommageable pour ce travail, de déclarer un impensé de la part de l'auteur, alors que celui-ci aurait bien donné satisfaction dans un autre ouvrage ou article « facilement accessible ».

Mon analyse sera basée sur la comparaison entre trois auteurs représentatifs du courant écosocialiste. Il s'agit de Michael Löwy, Arno Münster et André Gorz. Le parcours intellectuel des trois auteurs sera retracé ainsi qu'une bibliographie d'ouvrages sélectionnés autres que ceux retenus pour le travail mais qui peuvent éclairer le propos pour un approfondissement de la matière étudiée.

Il est à noter qu'il n'existe pas un écosocialisme mais des écosocialismes dont les caractéristiques s'articulent diversement en fonction des spécificités des différents pays dans le monde. Si les auteurs peuvent faire référence à des régions du monde où il existe des pratiques, des combats écosocialistes, situés en dehors de l'Europe, je pense principalement à l'Amérique du Sud, les trois auteurs ont été sélectionnés surtout pour leur implication à la cause écosocialiste en Europe. Ce travail sera donc principalement circonscrit à l'Europe.

En outre, il est important de signaler que le choix de la littérature s'est porté uniquement sur des ouvrages ou articles en langue française.

Le premier auteur retenu est André Gorz, décédé en 2007. Il a écrit ses premiers ouvrages en rapport avec le sujet qui fait l'objet de ce travail au début des années 70. Malheureusement,

plusieurs livres ne sont plus disponibles. Néanmoins certains le sont toujours ainsi que des livres reprenant plusieurs thèmes de différents écrits originaux.

Le second auteur, Michael Löwy a rédigé deux ouvrages sur le sujet dont un récent qui est toujours disponible. Il est donc judicieux, dans ce cas, de compléter en puisant dans les nombreux articles disponibles.

Enfin le dernier auteur, Arno Münster, a écrit plusieurs livres sur le sujet et sont presque tous accessibles.

Voici le corpus retenu :

André Gorz	Gollain Françoise, André Gorz et l'écosocialisme. Edition du Passager clandestin, 2021 Leur écologie et la nôtre, anthologie d'écologie politique, Edition du Seuil, Paris 2020 Penser l'avenir, entretien avec François Noudelmann, Edition La Découverte, 2019. Eloge du suffisant, PUF, 2019
Michael Löwy	Michael Löwy, Qu'est-ce que l'écosocialisme ?
Arno Münster	Le changement climatique va-t-il tout changer ? Quelle utopie concrète pour demain (manifeste pour une République sociale, écologique et conviviale), édition l'Harmattan, Paris 2017 Utopie, Ecologie, Ecosocialisme. De l'utopie concrète d'Ernst Bloch à l'écologie socialiste, éditions l'Harmattan, Paris 2013 Réflexion sur la crise : écosocialisme ou barbarie, édition l'Harmattan, Paris, 2009

L'analyse va se focaliser sur deux principaux marqueurs de l'écosocialisme. Les deux marqueurs qui seront définis et analysés sont l'antiproductivisme posé comme une conséquence du rejet du capitalisme et la conception de la démocratie dans une perspective écosocialiste. Les liens entre les deux courants seront décortiqués ainsi que les critères d'analyse que je mettrai en évidence : comment perçoivent-ils, comment définissent-ils ces concepts clés ? Quels sont les points communs et les tensions pouvant être mis en exergue chez ces auteurs écosocialistes ?

Par ailleurs, une attention toute particulière sera portée sur l'articulation de ces deux concepts avec l'Etat.

Il est nécessaire de préciser que le socialisme et le capitalisme peuvent avoir en commun le productivisme. Les courants du socialisme qui adhèrent au productivisme sont le communisme et le socialisme dans sa forme la plus répandue, c'est-à-dire la social-démocratie. Tous deux, critiquent le capitalisme sans s'opposer au productivisme. Les socialistes libertaires et écosocialistes sont antiproductivistes. Dans la conception écosocialiste, il faut plutôt comprendre que le projet émancipateur de l'individu et le progrès social ne sont pas basés sur la transformation des rapports de production.

Au préalable, le socialisme et l'écologie seront présentés d'un point de vue historique sans oublier une analyse de la tension entre le socialisme dans sa forme la plus répandue aujourd'hui, la social-démocratie et l'écologie politique. Peut-on mettre en évidence des liens entre le rejet du capitalisme et l'opposition de l'écologie au productivisme ? Peut-on établir des ponts entre le socialisme et l'écologie politique dans une perspective de justice sociale et de justice climatique en établissant des liens du point de vue de la domination sur le travail et sur la nature. L'union de la gauche radicale socialiste et écologique non inféodées aux pratiques du capitalisme vert (qui permet la continuité avec le système dominant), peut-elle permettre une remobilisation des classes sociales les plus vulnérables indispensable à l'implémentation du projet d'émancipation de l'écosocialisme ?

Pourquoi mon choix s'est-il porté sur ces trois penseurs ?

Tout d'abord, le premier qui me semble pertinent est André Gorz. Le philosophe donne une place prépondérante dans sa réflexion aux thèmes de la liberté et de l'aliénation, à un marxisme existentialiste. Il est le premier à utiliser le terme de "décroissance" en 1972. Théoricien de l'écologie politique, il est considéré comme un des principaux idéologues de l'écosocialisme (Gollain ,2021, p 9) Il pense que l'écologie est un moyen pour sortir du capitalisme. Gorz sera précurseur sur des sujets qui nous occupent actuellement, comme le fait de consommer autrement, de travailler moins et sur le revenu d'existence. Il fut très critique à l'égard de la période dite " des trente glorieuses" pour son développement du consumérisme. Il sera fortement "imprégné" par les idées libertaires et anarchistes de mai 68. Il critique la gauche productiviste et propose de sortir du capitalisme à la suite de la publication du rapport Meadows sur les limites de la croissance en 1972. Il est important, dans une démarche qu'il qualifie d' « écosociale », de comprendre pourquoi notre façon de produire et de consommer est destructrice pour la planète. Il dira qu'une politique écologique ne peut être qu'anticapitaliste. (*France culture, André Gorz, YouTube, 1989*)

J'ai choisi Michael Löwy, qui est un philosophe marxiste trotskyste, car il est une des figures de proue du courant politique écosocialiste. En 2001, ce philosophe marxiste est l'auteur du *Manifeste écosocialiste international* avec Joel Kovel. Il est un des promoteurs du réseau écosocialiste international mais aussi du *réseau écosocialiste du Brésil*. Michael Löwy est franco -brésilien. Il est aussi un des protagonistes de la *déclaration écosocialiste de Bélem* en 2009, lors de ce même forum social qui avait eu lieu dans la ville du même nom au Brésil. Il est l'auteur de *Qu'est-ce que l'écosocialisme* ?

Le troisième auteur que j'ai retenu est Arno Münster. L'intérêt de ce philosophe, d'obédience marxiste, pour l'écologie politique surviendra à la suite de sa rencontre avec André Gorz. Il sera membre de la revue d'écologie politique Ecorev, il fut membre également d'Europe écologie les verts. En 2012, il rejoint le front de gauche et il sera cosignataire du manifeste écosocialiste pour ce même parti. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'écologie politique, la gauche et l'écosocialisme.

Après avoir justifié le choix des trois auteurs, je vais retracer leur parcours.

2. Socialisme et écologie politique

2.1 Socialisme

Plutôt que définir le socialisme, il serait question d'aborder les socialismes, car les contours ont toujours été difficiles à cerner, cependant tous les différents courants de pensée du socialisme se rejoignent partout et toujours sur un aspect primordial « la centralité de la question sociale, l'analyse des sociétés modernes en termes de classes sociales et de leur lutte pour l'appropriation des ressources matérielles et symboliques ». Ducange et al. (2021, p 11).

Cette doctrine politique et économique ambitionne d'abolir la propriété privée des moyens de production et d'échange au profit de la collectivité ; et particulièrement les courants d'impulsion marxiste dont l'objectif est une société sans classes sociales. C'est une tendance politique marquée à gauche dont la source est la recherche d'un monde meilleur, basée sur une organisation sociale équilibrée et sur le combat contre les injustices. Le mot ou l'adjectif socialiste peut signifier : une idéologie, un parti politique ou un régime politique ou bien une organisation sociale. (*Wikipédia, socialisme, le 27 03 2022*)

Le terme « socialisme » est apparu, aux alentours de 1820 avec l'avènement de la révolution industrielle et du mouvement d'urbanisation qui va l'accompagner : " il désigne un ensemble de revendications et d'idées visant à améliorer le sort des ouvriers et plus largement de la population, via le remplacement du capitalisme par une société plus juste (socialisme, *Wikipédia, le 27 0 3 2022*).

Le marxisme prend l'ascendant, dans la deuxième partie du 19ème siècle, sur les premiers socialistes européens dont les principales figures sont Robert Owen en Grande-Bretagne, Charles Fourrier, Saint-Simon, Proudhon en France et Johann Gottlieb Fichte en Allemagne. Ceux-ci sont "qualifiés" d'utopistes par Karl Marx et Friedrich Engels pour discréditer leurs adversaires. Le marxisme prend également l'avantage sur les anarchistes, c'est-à-dire les socialistes libertaires. Ils vont introduire un socialisme dit "scientifique" basé sur une analyse du capitalisme, en vue de dépasser celui-ci par des luttes de classes et par l'appropriation sociale des moyens de production. (Socialisme, Wikipédia, le 27 03 2022)

Un nouveau courant du socialisme, va apparaître à la fin du 19ème siècle, prônant des doctrines politiques qui ont pour objectif d'améliorer des structures en place, économiques et sociales par des améliorations en continu des lois et non pas par une révolution. Ce courant est nommé : les réformistes. (Socialisme, Wikipédia, le 27 03 2022)

Un autre courant va voir le jour à la fin de la grande guerre, à la suite d'une scission dans la famille socialiste, qui porte le nom de communisme. Tout en se réclamant du socialisme, ce dernier désire prendre une voie révolutionnaire. Dorénavant, partis socialistes et ceux qui se réclament du socialisme réel seront opposés partout dans le monde. (Socialisme, Wikipédia, le 27 03 2022). Le communisme « comme mouvement politique structuré doit beaucoup à l'action de Lénine et de Bolchéviks russes (…) en mars 1918, quelques mois après la prise de pouvoir, le Parti bolchevik, issu du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, adopte le titre de communiste (…) Lénine appelle à renoncer au mot sociale -démocrate » Ducange et al. (2021, p122).

Après le second conflit mondial, de nombreux partis socialistes vont s'éloigner du marxisme, en empruntant une voie réformiste. Ceux-ci vont se convertir à la démocratie libérale et au principe parlementaire, ils ne remettent pas en cause le principe de l'économie de marché. Ils représentent la majeure partie, aujourd'hui, des partis socialistes. Ce sont les sociaux-démocrates.

On peut préciser concernant la social-démocratie " les différents régimes dans lesquels s'est incarnée la social-démocratie, mais aussi ses moments de crise, nous permettront de documenter ses rapports fluctuants à l'idéal socialiste compris comme un projet politique visant le dépassement des rapports sociaux capitalistes, au profit d'une coopération entre les humains libres et égaux. Avec le recul son parcours séculaire a davantage donné lieu à une émancipation des élites sociales-démocrates vis-à-vis de cet idéal, qu'à une émancipation de la classe ouvrière grâce à la social-démocratie". Ducange et al. (2021, p 576)

Après la période faste dite « des trente glorieuses » qui s'accompagna d'une importante croissance économique, grâce à une production industrielle qui profitait du prix des énergies surtout fossiles et bon marché ; les lendemains font déchanter car la crise des années 1970 va s'installer, du fait en partie de la crise du pétrole. Les recettes de la sociale démocratie ne sont plus d'actualité : "le keynésianisme, la redistribution des revenus, le Welfare State s'avéraient impuissants face à la crise. On en concluait que les sociaux-démocrates ne pouvaient plus désormais que se rallier à une politique économique dite libérale, analogue à celle que menaient leurs adversaires déclarés" (Bergounioux, Manin, 1989, p 3)

2.2 L'écologie politique

Les inquiétudes environnementales des mouvements socialistes s'étendent sur plusieurs siècles. Le spécialiste de l'écologie humaine, Andreas Palm (1977 -) affirme qu'on peut mettre en évidence une remise en cause de la machine à vapeur par les ouvriers, et ceci dès les premiers moments de la révolution industrielle. On peut ajouter que le philosophe Serge Audier qui, depuis quelques années a focalisé ses recherches sur l'histoire de la pensée écologique et du productivisme, met en exergue le "pré-écologisme" des socialistes utopiques du XIXe siècle. Ducange et al. (2021, p197).

On peut traduire l'écologie par l'étude de l'habitat, du grec « oikos », et « logos ». Le terme est apparu grâce au biologiste allemand Ernst Haeckel (1834-1919) en 1866. L'écologie est une science qui ausculte les connexions des êtres avec leur biotope. Si cette matière s'est développée dans les années 1930, l'intérêt pour l'écologie prend son essor dans les années 1960 et cette préoccupation va inspirer les milieux associatifs mai aussi des idéologies et politiques. On peut caractériser l'écologie politique par la structuration d'un corpus théorique avec un aspect mobilisation en réponse aux conséquences de la croissance économique sur l'écologie. (Ducange et al. (2021, p197).

Le premier à utiliser l'expression "d'écologie politique" est Bernard de Jouvenel (1903 – 1987) en 1957, dans un écrit dont le titre est " *De l'économie politique à l'écologie politique*" dans lequel, il exprime ses préoccupations concernant les dégâts de la croissance économique sur l'individu et sur la nature. D'autres ouvrages devenus célèbres vont aussi décrire ces inquiétudes, comme celui de Rachel Carson intitulé « Silent *Spring* » de 1962 dans lequel, la biologiste fait part de ses craintes de l'action négative des pesticides et sur la pollution de l'environnement.

On peut citer aussi le travail remis, en 1972, par Donella Meadows (1941-2001), Dennis Meadows (1942 -), Jorgen Randers (1945 -), William W Behrens III (-) intitulé « les limites à la croissance » à la demande du Club de Rome qui précise l'impact néfaste de l'augmentation rapide et continue de la croissance.

Aussi, l'écologie politique recouvre « l'ensemble des courants qui pensent l'environnement comme une des conditions matérielles d'existence des relations politiques et économique, dotée de ses dynamiques et limites propres, qui construisent des rapports de forces et des relations de pouvoir » (Bourg, Papaux, 2015, p 336). Il est peut-être intéressant de clarifier la

notion de développement durable, que l'on désigne aussi par la notion de développement soutenable. En effet, il est bon de reconnaître la polysémie du mot. Si on s'en tient aux définitions, le respect de ses préceptes pourrait amener à une charge critique à l'égard des logiques capitalistes productivistes. Le concept utilisé dans la sphère du pouvoir peut s'avérer moins radical.

L'écologisme est défini comme un « courant de pensée, mouvement tendant au respect des équilibres naturels, à la protection de l'environnement contre les nuisances de la société industrielle ». (Matagne, 2003, p 31).

2.3 Les deux courants en tension

Pendant les années de croissance, l'importance attribuée à la production et l'attachement au progrès technique n'ont pas été remis en cause par la sociale démocratie car elles font partie intégrante de ses idées, c'est un moyen efficace pour elle, d'établir un système de redistribution des richesses et de justice sociale efficaces. De plus "pour les électorats de la social-démocratie, la société de consommation permettait de concilier l'attachement au progrès matériel, que défendaient particulièrement les syndicats, et le libéralisme culturel". (Bergougnioux, Manin, 1989, p 180).

Avec l'avènement de l'écologie politique dans les années 70, la social-démocratie va être confrontée à une critique de ses fondamentaux. De nombreux théoriciens de l'écologie politique vont établir des échanges avec des courants marxistes hétérodoxes et vont proposer une relecture du socialisme par des penseurs externe au socialisme. Le renouveau des idées porte sur la critique de la tradition socialiste « le postulat du caractère vertueux de l'expansion des forces productives, la croyance dans l'équation entre progrès des technosciences et progrès social ; enfin, la conviction selon laquelle une croissance économique serait le socle indispensable pour la redistribution des richesses ». Ducange et al. (2021, p199).

Les théoriciens de l'écologie politique ont une vision différente de la société et incitent à la réflexion sur le besoin de limiter le développement au regard des limites certaines des ressources terrestres. Ils affirment que les recettes du capital utilisées ne peuvent être une transition vers le socialisme. Le philosophe Ivan Illich (1926-2002), penseur influent de l'écologie politique, précise « l'utilité sociale d'une technique serait conditionnée à son usage limité selon des objectifs ciblés, à contrario l'usage débridé de certaines techniques éroderait

leur efficacité". Illich met en évidence ce qu'il nomme des seuils de productivité « passé un certain stade de développement, les techniques et les institutions des sociétés industrielles deviendraient des obstacles aux objectifs qui leur étaient initialement assignés ».

Pour illustrer ses propos Illich prend l'exemple de la voiture : considérée comme un objet de liberté mais qui renforce notre dépendance au secteur marchand par le besoin d'énergie et d'entretien du véhicule. De plus, du fait du nombre croissant d'automobiles en circulation, se produit un manque de fluidité au niveau du traffic routier. On dépasse par conséquent le seuil de contre-productivité. Il ajoute " toute solution alternative a dans le même temps été écartée jusqu'à créer un monopole radical de son usage et le cercle se referme, d'objet de luxe et de source de privilège, la bagnole est ainsi devenue l'objet d'un besoin vital : il en faut une pour s'évader de l'enfer citadin de la bagnole". (Duverger,2013, p143)

Il a une vision acerbe du progrès technique et de la légitimation de celui-ci, c'est-à-dire la satisfaction des besoins artificiels. Un autre philosophe majeur de l'écologie politique, André Gorz (*1923-2007*) ne dit pas autre chose : "le socialisme ne vaut pas mieux que le capitalisme s'il ne change pas d'outils". Ducange et al. (2021, p 200)

Si la social-démocratie s'articule autour d'une relation forte avec les syndicats et avec une démocratie représentative, certains théoriciens de l'écologie politique ont une vision autre. Le philosophe Cornelius Castoriadis (1*922-1997*), orienta une grande partie de ses travaux sur l'autonomie, mais il s'est également spécialisé dans l'étude des régimes matérialistes productivistes industriels, capitalistes et communistes (Cornelius Castoriadis, *Wikipédia le 26 03 2022*). Pour lui, l'écologie politique peut permettre l'articulation entre la défense indispensable de l'environnement et un projet d'émancipation de l'individu par l'instauration d'une démocratie radicale comme un projet de transformation sociale.

L'autolimitation de la production doit être un moyen d'égalisation des conditions matérielles d'existence. Elle est bénéfique pour combattre la surconsommation et a un impact direct sur la protection de la nature. Ce sont les individus qui décident de cette production grâce à une démocratie directe. Castoriadis souligne :

« Ainsi la première qualité de la société autonome est la réversibilité de ses décisions, rien ne doit être figé dans le marbre, sacralisé, puisque tout est immanent. La seconde c'est le dévoilement des ressorts de la décision. La transparence de la décision en est la pierre angulaire, ce qui exige une démocratisation de l'information, la coopération entre ceux qui ont un savoir-compétence et ceux qui assument le travail productif » (Duverger, 2013, P144)

Donc, cela signifie l'abolition de la hiérarchie du travail et une égalité entre toutes les parties prenantes mais aussi dans les salaires et le temps de travail. Pour Castoriadis, il est important que le travail se réalise dans de petites structures pour garder la maitrise et l'outil doit être au service de la société et non l'inverse comme dans les sociétés capitalistes.

André Gorz, considéré comme un des pères fondateurs de l'écologie politique, imagine la transition et l'affaiblissement de l'Etat. Il distingue la sphère hétéronome, à savoir l'Etat et le marché auxquels serait réservé la production du nécessaire, de la sphère autonome, dont l'archétype est l'atelier communal autogéré revalorisant l'intelligence de la main, la première sphère finançant la seconde et s'effaçant graduellement jusqu'à être remplacée par elle. (Duverger, 2013, p144)

André Gorz n'attribue pas un rôle aussi prépondérant aux syndicats comme dans le modèle de la social-démocratie, plutôt un rôle de coordination et prône le spontanéisme, c'est-à-dire sur la spontanéité révolutionnaire des masses, là où Castoriadis est favorable au conseillisme, ce qui veut dire que les conseils ouvriers doivent s'organiser en pouvoir insurrectionnel et diriger la société. (Duverger, 2013, p145)

3. Première tentative d'intégrer l'écologie politique : André Gorz

Qui est André Gorz[7] ?

Né Gerhard Hirsch, le 09 février en 1923, à Vienne d'un père juif et d'une mère catholique née en Allemagne et ayant un attrait pour l'antisémitisme, ce qui provoqua un conflit culturel au sein du couple. Gorz gardera toujours une distance avec sa mère. Pour échapper à l'antisémitisme, son père se convertit au catholicisme. A la suite de cette conversion, Gerhard Hirsch devient Gérard Horst. Lors de l'Anschluss en 1939, l'annexion de l'Autriche par Hitler. (Noudelman, 2019, p 24).

Il est envoyé, par ses parents, en Suisse pour échapper à l'enrôlement et poursuivre ses études. Il devient ingénieur chimiste en 1945 et se passionne pour la philosophie. Il s'intéresse à la phénoménologie d'Edmond Husserl. Il rencontre Jean-Paul Sartre à Lausanne en 1946, le philosophe français fait forte impression au jeune étudiant de 23 ans, assez pour que celui-ci décide de quitter la Suisse afin de s'installer en France. C'est dans cette même ville que Gorz écrit ses premiers articles dans le journal "*Servir*", classé à gauche (André Gorz, wikipedia, *le 26 04 2022*).

Il dira que l'existentialisme sartrien lui a permis d'apporter des réponses à sa propre expérience de vie « Sans Sartre, je n'aurais probablement pas trouvé les instruments pour penser et dépasser ce que ma famille et l'histoire m'avait fait. Dès que j'ai découvert *L'Être et le Néant*, j'ai eu le sentiment que ce que Sartre disait de la condition ontologique de l'homme correspondait à mon expérience. J'avais fait dès la première enfance l'expérience de tous les existentiaux – l'angoisse, l'ennui, la certitude de n'être là pour rien, de ne pas correspondre à ce que les autres attendaient de moi, de ne pas pouvoir me faire comprendre d'eux. L'expérience, en somme, de la contingence, de l'injusticiabilité, de la solitude de tout sujet ». (Münster,2008, p 23).

Sa douloureuse expérience personnelle due à une relation difficile avec ses parents, vivre avec l'antisémitisme ambiant à 17 ans, devoir fuir son pays, façonnera sa philosophie de vie et son combat pour l'émancipation.

[7] Wikipédia. André Gorz. Modifié le 19 mai 2022 à 12h10. https://fr.wikipedia.org/wiki/Andr%C3%A9_Gorz, consulté le 12/04/2022.

En 1949, il s'établit à Paris. André Gorz va côtoyer Sartre et fera ses débuts en tant que journaliste, que l'on qualifiera d'"engagé". Il œuvra à *Paris Presse* en 1951, à l'*Express* en 1955 comme journaliste économique. Il est cofondateur du magazine d'actualité l'*Obs* en 1964. En parallèle à partir de 1961, il est actif aux *Temps modernes*, revue fondée par Sartre et De Beauvoir (Gollain, 2008, p2).

L'événement de mai 68 va faire écho à ses préoccupations existentialistes, c'est la contestation estudiantine qui réclame plus de liberté, qui s'oppose aux institutions qu'ils considèrent comme trop rigides. Au début des années 1970, la rencontre avec Ivan Illich exercera une influence sur son parcours intellectuel. Ils ont en commun, leurs intérêts pour la liberté et leurs préoccupations écologiques.

A partir de 1973, ses réflexions sur l'écologie seront diffusées à travers la revue écologique *le Sauvage*.

Ce philosophe autodidacte, grâce à une relecture hétérodoxe des écrits du *Capital* et des *Gründisse,* va prolonger l'héritage de Marx avec l'apport de l'existentialisme et la phénoménologie : " qui rompait avec le stalinisme et certaines des dimensions les plus problématiques de l'œuvre de Marx lui-même notamment leur déterminisme et leur culte de la production, du travail et du prolétariat. Ce faisant il a fourni des bases théoriques à un socialisme réellement démocratique ainsi qu'à l'écologie politique en France". (Gorz, 2021, P367)

Je me permets de renseigner quelques ouvrages en langue française d'André Gorz qui n'ont pas été utilisés pour ce travail mais utiles si l'on désire aller plus loin.

Le fil rouge de l'écologie, entretiens inédits en français, EHESS, 2015.

Bâtir la civilisation du temps libéré, Les Liens qui libèrent,2013.

Ecologica, Galiléé, 2008.

Métamorphoses du travail, critique de la raison économique, Gallimard, 2004.

Les Chemins du paradis, l'agonie du capital, Galilée, 1983.

Adieux au prolétariat, au-delà du socialisme, Galilée, 1980

Ecologie et Politique, Edition du Seuil, 1978

L'émancipation du sujet.

La préoccupation première d'André Gorz n'est pas à proprement dit la défense de l'environnement, il utilise cet impératif écologique comme un outil pour s'affranchir du capitalisme. L'articulation de sa pensée émancipatrice a pour fondement, son marxisme (revisité), anti-productiviste mais aussi opposé à l'idée que le travail salarié peut être libérateur et son existentialiste (sartrien), c'est-à-dire la capacité de l'individu à agir par lui-même, à être acteur de ses actes. Gorz croit à la capacité d'autoémancipation de l'individu. (Gollain, 2009, p 367)

On peut donc dire que la phénoménologie de Gorz se différencie fortement du structuralisme qui présuppose " la centralité de la structure qui à ce titre détermine l'horizon d'action d'un sujet et dévalorise la capacité d'action du sujet et tout pouvoir créateur, annulant aussi bien l'historicité du monde que le projet de sa transformation radicale". (Kail, Sobel, 2019, p1)

Gorz avance que la priorité dans une démarche radicale d'émancipation sociale, n'est pas la satisfaction du besoin matériel mais plutôt le besoin d'une éthique d'émancipation de l'individu et d'une exigence démocratique forte. Le philosophe est critique envers le savoir scientifique et donc de son point de vue, la politique ne doit pas dépendre d'un "scientisme" concernant l'écologie et sa démarche est identique à l'égard du marxisme. (Gorz, 2020, p16).

Gorz pense que la prise en charge des exigences environnementales n'est pas synonyme nécessairement d'un mouvement d'émancipation et il craint " une instrumentalisation de l'écologie scientifique au service d'une gestion bureaucratique ou autoritaire de l'impératif écologique". (Gorz, 2019, p16). Cette réflexion rappelle les positions, sans être totalement identique, de Bernard Charbonneau et Jacques Ellul à propos d'une critique de la technique.

Dans son raisonnement, il prolonge sa critique du capitalisme qui l'amène à l'écologie politique, celle-ci étant indissociable d'une réflexion de fond sur la consommation, sur nos besoins. Il souligne une amplification de la critique du capitalisme lorsqu'il inclut la problématique écologique.

> « l'écologie n'a toute sa charge critique et éthique que si les dévastations de la terre, la destruction des bases naturelles de la vie sont comprises comme les conséquences d'un mode de production, en l'occurrence le capitalisme ». (Gorz, 2020, p17).

Avec cette déclaration, André Gorz affirme que l'écologie est pertinente si elle adopte une dimension politique.

Dans son raisonnement Gorz, établit une contradiction propre entre écologie et capitalisme. Il est primordial d'opposer « leur écologie et la nôtre ». L'imbrication des différents éléments suivants : les ressources naturelles, les moyens de production et la force de travail humaine, dans une économie de marché a pour finalité l'accroissement des bénéfices. Il précise qu'une entreprise ne se pose pas la question de savoir quelles sont les pistes d'un bien-être pour le salarié ou comment respecter les écosystèmes.

Un constat de pollution peut entraîner un besoin dans le chef d'une entreprise, une obligation de dépolluer tout simplement pour continuer l'activité. Il prend l'exemple d'une situation d'une firme localisée dans la vallée du Rhin avec une population concentrée. Le coût de dépollution va se répercuter sur le consommateur car l'entreprise désire avant tout minimiser l'impact sur son bénéfice ; cela génère une augmentation plus importante du coût des impératifs environnementaux par rapport à la progression des salaires. Il en résulte que ce surcoût sera supporté par les consommateurs finaux ce qui peut accroître le risque de crise ou même engendrer un tassement de l'activité économique.

Gorz ajoute que les biens polluants fabriqués seront des marchandises haut de gamme que la majorité d'individus, au contraire des plus nantis, ne pourra s'offrir. Le fossé entre classes sociales, alors, se creusera.

Le philosophe émet deux impératifs pour défendre notre environnement et retrouver un lien social entre les individus : en premier lieu, "évacuer le capitalisme" et en second lieu nommer les ennemis qui sont les technocrates et le patronat.

"Que voulons-nous ? Un capitalisme qui s'accommode des contraintes écologiques ou une révolution économique, sociale et culturelle qui abolit les contraintes du capitalisme et par la même, instaure un nouveau rapport des hommes à la collectivité à leur environnement et à la nature ? Réforme ou révolution".

Tout comme l'Américain James O'Connor, un autre écosocialiste, Gorz met en évidence la deuxième contradiction du capitalisme, celle de l'écologie qui exprime la relation entre diminution du taux de profit et la crise écologique. On peut conclure que l'écologie critique doit avoir pour fondement la remise en cause de la déprédation inévitable résultant de la thésaurisation sans limite du capital.

Il est important de signaler qu'il a mis en exergue l'illusion d'un capitalisme vert car le capitalisme ne peut exister sans le productivisme et rend par conséquent impossible de laisser aux "phases écologiques" le temps nécessaire au rétablissement des ressources naturelles.

De quelle façon, la crise écologique va être gérée par le capitalisme ?

Pour expliquer la gestion de la crise écologique par le capitalisme, le philosophe met en parallèle la gestion de la crise pétrolière et de la crise écologique. Le capitalisme va reproduire les mêmes mécanismes que lors de la crise pétrolière. Les dépenses de la crise pétrolière ou l'inclusion des dépenses écologiques ont les mêmes conséquences sur le plan social et économique. Comme d'habitude, des groupements issus de la finance vont avaler des concurrents en difficulté. En les rachetant à vil prix, ces groupes vont accroître leur emprise sur l'économie. L'Etat va consolider sa surveillance sur la population en édictant des lois rédigées par des technocrates et en élargissant le domaine d'action de dispositifs coercitifs que sont la police, l'armée, les milices. L'éréthisme de la population sera dévoyé en utilisant des individus sur lesquels on fera porter la responsabilité. Il peut s'agir par exemple d'ethnies minoritaires ou raciales. Au même moment, les partis seront de plus en plus déconsidérés. (Gollain,2021, p 80)

L'élément central de la pensée de Gorz est la "soif" de liberté et l'indépendance du sujet. Il se focalise dès lors sur les mécanismes de domination. La politique est une solution pour lutter contre ces dominations. Gorz désire l'abandon du mythe de la croissance et en appelle à penser une autre société.

Gorz propose une explication aux dispositifs mis en place pour entretenir cette croissance indispensable au système capitaliste ; il précise que l'industrie met sur le marché des marchandises nouvelles, et que celles-ci par voie de conséquence, vont déprécier les anciens produits. A cela, s'ajoute que les fabricants limitent de façon intentionnelle la durée de vie des produits vendus. De plus, la réparation de ceux-ci est assez limitée. Le résultat est que la pénurie est entretenue continuellement et recrée à chaque fois de l'inégalité et une nouvelle classification. Gorz reprend à son compte la pensée de son ami Ivan Illich, qui déclarait que la majorité de la société dans son espoir d'obtenir des biens qui étaient l'apanage de la haute société est constamment déprécié par un haussement d'un degré du seuil de pauvreté, de nouveaux biens sont fabriqués dont la majorité de la société se retrouve de nouveau exclue. Ce mécanisme est reproduit à l'infini. La société produit beaucoup d'envies incontentées et moins

d'envies satisfaites. L'accroissement de l'insatisfaction surpasse de façon significative celui de la production.

Avec cette démonstration Gorz, met en évidence la création volontaire d'un système profondément inégalitaire et le maintien d'un cycle infernal. Pour lui, il faut impérativement "s'attaquer" à cette reproduction de tentations graduelles pour les individus. (Ecorev, n°45, p60)

Comment sortir de ce cercle vicieux ?

Sa réponse est la suivante : il faut combattre le productivisme, c'est-à-dire produire pour produire. Dans ce système économique, la production est la priorité absolue. En découdre avec le productivisme, qui est un contresens car cette obligation d'une croissance illimitée doit composer avec une planète exsangue. Gorz repart de la critique du capitalisme par Marx en y incluant la critique du progrès technique servant de "bras armé" au capitalisme et permettant cet amoncellement de capitaux en vue de satisfaire sa recherche de gain à des fins individuelles. Dans l'approfondissement de sa pensée, il ajoute que la décroissance, concept qui réclame une diminution de la consommation, est une nécessité absolue. Pour le philosophe, la réorganisation écologique ne peut qu'entrainer une aggravation du système en crise. Il est inévitable d'échapper au désastre du climat sans abandonner totalement les codes et le raisonnement économique dominant depuis plus d'un siècle. La décroissance augure une économie transformée, une autre société envisagée, une façon de vivre différente, des rapports sociaux repensés.

Quel point de départ pour un autre monde ?

Gorz précise que pour imaginer une autre société, il est nécessaire de changer de paradigme, qu'il faut déterminer l'objectif du combat mais aussi la cible. Dans son esprit, les luttes ne sont pas négatives car elles permettent de développer un nouveau monde ayant une devise nouvelle :

> " Seul est digne de toi ce qui est bon pour tous. Seul mérite d'être produit ce qui ne privilégie ni n'abaisse personne. Nous pouvons être plus heureux avec moins d'opulence, car dans une société sans privilège, il n'y a pas de pauvre". (Ecorev, n°45, p61).

Quelles modalités pour construire ce monde nouveau ?

Gorz est en phase avec la notion de ré-encastrement, de l'économiste Karl Polanyi (1886-1964), rouage essentiel, décrit plus haut dans l'analyse, de l'économie capitaliste. Il l'aborde du point de vue de l'économie mais aussi de la technique.

Gorz plaide, non pas pour une suppression pure et simple d'une économie de marché, en tout cas, dans les années nonante (André Gorz, Capitalisme, socialisme, écologie, Paris, Galilée,1991) mais plutôt pour une limitation de la sphère d'influence de la rationalité économique en la domestiquant et en utilisant son efficience en faveur de la société et déterminée par la société. Un aspect primordial de ce changement est la critique qu'il fait "du travail" étant considéré comme élément incontournable et organisationnel de la vie en société. (Gollain, 2021, p46).

Gorz met en tension le travail et le travail (emploi) rémunéré ou l'autonomie du travail et l'hétéronomie du travail salarié, ce dernier étant "subi" le plus souvent par les classes laborieuses. On l'a vu précédemment l'émancipation, la liberté tient une place toute particulière dans la pensée d'André Gorz.

Sa conception du travail permet de se libérer du travail. En effet, pour que le travail soit émancipateur, il faut désacraliser le travail comme activité principale des interactions entre les individus dans nos sociétés (occidentales). Pour lui, c'est la seule manière de retrouver le goût du travail véritable, celui qui est, en d'autres termes non productif. Le travail salarié devient une activité secondaire car sa durée serait réduite et cela étant possible grâce aux technologies d'automatisation. Même si Gorz a adhéré longtemps à la thèse de Marx, pour qui le travail est libérateur grâce à l'appropriation des moyens de production par la classe ouvrière, il va s'en éloigner.

L'ancien journaliste poursuit en précisant que le principal des échanges verbaux, des transactions matérielles devrait avoir lieu en dehors du cadre de la production matérielle, dont le fondement est un foisonnement de richesses sociales. La finalité serait d'accroître la communication, de se préoccuper du ressenti des individus, de la gouvernance et sans oublier l'esthétique. Les échanges économiques, de l'activité et de la production, s'achèveraient d'être hégémoniques et indispensables pour les échanges dans la sphère sociale. La primauté de l'émancipation de l'individu chasserait celle qui s'impose à nous. (Clerc, Méda,2009, p4)

Le but est de se focaliser sur ce qui épanouit l'homme et pas sur la course à l'acquisition de biens. Cela ne veut pas dire qu'il faut exclure le travail hétéronome, terme emprunté à Ivan Illich. Gorz oppose le travail hétéronome qui relève du travail productif dont l'individu ne maitrise pas le processus et ayant à un caractère obligatoire au travail autonome qui n'est pas nécessairement productif et dont l'individu peut maitriser tout le processus et y consent librement permettant réellement un épanouissement dans le travail. Au fur et à mesure que le travail hétéronome gagne en productivité, il permet de libérer du temps libre, des espaces d'autonomie. Ce gain de temps est récupéré soit à titre individuel soit à titre collectif pour exercer un travail " choisi" productif ou non mais qui laisse à l'appréciation, un individu libre d'exercer ses passions, qui libère la créativité car ce travail exclut toute domination. (Clerc, Méda, 2009, p18)

Comment déterminer ce qui doit être produit dans le travail hétéronome ?

Il donne une indication dans son ouvrage *Adieux au prolétariat* « dans tout ce qui est nécessaire à la vie de l'individu et au fonctionnement de la société ». Dans la sphère hétéronome seront fabriqués des biens à haute technicité qui ne pourraient l'être dans la sphère autonome en raison de cette complexité comme une centrale hydraulique. Dans la sphère autonome toute chose qui relève par exemple de la propre créativité de l'individu.

Malheureusement, Gorz reste vague sur la question. Il propose que, même dans la partie hétéronome du travail, la notion d'autogestion du travail soit présente, c'est- à-dire que le travailleur doit obtenir une certaine autonomie dans le processus de façon individuelle ou collective. A cette fin, il faudrait renommer certaines tâches sans pour autant renoncer à leurs spécificités.

Qui va déterminer ce qui est nécessaire ?

Gorz précise que producteurs et consommateurs doivent prendre le temps de la réflexion, établir un consensus. Pour lui, l'Etat et le "capital" ne doivent plus avoir l'exclusivité décisionnelle concernant trois choses : investir, produire, innover.

Cette concorde entre les parties prenantes doit déterminer « un consensus sur la nature et le niveau des consommations auxquelles tous doivent pouvoir prétendre, et donc aussi sur celles qu'il convient de proscrire, sur les limites à ne pas franchir. Elle suppose enfin une gestion économique visant à satisfaire le maximum de besoins avec la plus grande efficacité possible,

c'est-à-dire avec le minimum de travail, de capital et de ressources naturelles-bref avec le minimum de production marchande ». (Gollain, 2021, p86).

Il est important de signaler qu'au début du capitalisme, les administrateurs de l'industrie avaient scindé le champ « production » avec le champ « consommation ». Ce qui avait soigneusement été analysé par Marx dans *le Capital*. (Gorz, 2019, p 266) Aujourd'hui, dans la plupart des spécialités, les individus ne produisent pas ce qu'ils consomment et ne consomment pas ce qu'ils produisent. Il est très compliqué à l'heure actuelle de connaître une personne qui a la capacité de produire le nécessaire pour répondre à ses besoins. Cette scission entre production et consommation fonde une véritable révolution culturelle. Jadis, une part significative de la population d'Europe de l'Ouest (entre un quart et un tiers) était beaucoup plus autonome, que ce soit par rapport au fait de se nourrir, d'entretenir un potager, de savoir cuisiner, de pouvoir réparer des objets endommagés ou même de rénover son habitation, etc. Cette indépendance permettait de satisfaire une partie de ses besoins essentiels. (Gollain, 2021, p93) La perte d'autonomie est justifiée par le fait que graduellement, ce fut plus facile et moins couteux de se procurer des biens que d'envisager pour les particuliers de les autoproduire. (Gorz, 2019, p263) La stratégie du capitalisme est de délocaliser la production où le travail pourra se réaliser à moindre coût, tout en utilisant les technologies de l'informatique et celle de la robotique, ce qui aura pour conséquence d'augmenter de façon significative la productivité. Le résultat est la séparation de la sphère de la production et de la sphère de la consommation. (Juignet, 2017, p1). Pour Gorz, il est indispensable de réconcilier, la consommation et la production. En d'autres termes, retrouver l'indépendance dans le choix des besoins et de notre manière de les satisfaire. Les sociétés précapitalistes possédaient cette norme "du suffisant", progressivement abandonnée avec l'avènement du modèle capitaliste et son obsession de la croissance sans limite. (Attac, 2018)

Cette organisation dans la sphère hétéronome, donc de la production sociale, pose la question suivante : comment faire accepter aux détenteurs de la sphère du capital, qui selon la proposition de Gorz, font partie intégrante du processus de décision, de ne pas poursuivre leur but d'accumulation du profit mais plutôt de céder à une diminution substantielle de leur gain, dans une perspective de l'intérêt général d'un point de vue "social" et "écologique" ? Les capitalistes n'ont jamais accepté cela jusqu'à présent et essayent plutôt de renforcer leurs positions dominantes en tentant d'imposer des solutions qui découlent d'un "capitalisme vert" ce qui permet de renouveler leur " business" et de préserver leur domination sur la population.

Le constat est que la théorie, la proposition de Gorz manque cruellement de précisions, pour permettre une traduction sur le “terrain”.

Hypothèse :

Faut-il introduire une dose de proportionnelle dans l’appareil décisionnel ? Si oui, quelle formule envisager ? Une proportion équitable entre consommateurs, Etat et détenteurs du capital. Si les différentes parties sont en désaccord, que se passe-t-il ?

Si Gorz a été précurseur sur des sujets comme la réduction du temps de travail et le fait de consommer autrement, en poursuivant sa réflexion, on constate que dans son articulation entre travail social (emploi) et travail “libéré”, il fut aussi annonciateur du “revenu universel”.

Pourquoi désire-t-il intégrer ce revenu universel ?

Tout d’abord, l’émancipation est pour Gorz un leitmotiv, et le revenu universel en est un outil. Pour la réalisation de ce projet, il désire octroyer, à tous les individus, une garantie d’existence ; on en revient aux gains de productivité permis par l'évolution technologique. Ce revenu permet à la population d’être beaucoup moins dépendante d’un revenu “emploi” (travail social) et faciliter l’augmentation d’activités choisies, qu’il qualifie « d’activités autonomes ». Cela permet de repréciser son dessein politique et philosophique central et de faire décliner les échanges marchands tout en faisant progresser vers une structure sociale déterminée par la priorité aux partenariats non-marchands.

Le souhait d’un revenu universel provient de l’influence de certains écrits de Marx, notamment des “*Grundisse*” et de son existentialisme qu’il doit à Sartre. On note aussi l’influence de Marx concernant la croissance de la production, via les gains productifs, associée au bouleversement des nouvelles technologies et de l’information qui permettent une baisse inéluctable de l’emploi. Cette évolution négative du taux d’emploi, est une occasion, dans une perspective “socialiste”, d’insuffler une politique émancipatrice en rupture avec la centralité du travail “salarié” ; qui a prévalu dans le monde ouvrier et chez Marx. Cette articulation est à la base du projet écosocialiste de Gorz. La posture délibérément antiproductiviste du philosophe, le dirige à réaliser l’alliance du revenu d’intégration, de la diminution du temps du labeur et des actions indépendantes. Cette alliance est à la base de son utopie écosocialiste qui a pour finalité d’agir sur la problématique de la justice sociale et de l’autodétermination des besoins. (Gollain, 2015, p51)

La technologie, un anticapitaliste ?

Pour certains aspects, Gorz est proche d'un autre théoricien de la décroissance, il s'agit de Murray Bookchin (1921-2006), le père de l'écologie sociale. Tous deux ont la même vision sur la technologie, ils réprouvent le fatalisme technologique et indiquent ce qui pourrait, à l'avenir, voir le jour : des outils de contrôle technologique de la vie des individus. L'orientation désirée par Bookchin et Gorz est de l'ordre de l'utilisation des technologies en faveur d'une émancipation de la personne à l'égard de son travail et de la rareté, en faveur d'une civilisation de la richesse. (Gollain, 20021, p63).

Pour Bookchin, les technologies du futur, les technologies numériques, ont l'avantage d'être parcimonieuses en ressources, de se plier à l'autogestion des collectivités locales et de satisfaire leurs besoins.

Gorz va reprendre à son compte le concept cher à Bookchin du minimalisme libertaire mais en le nommant « l'utopie de l'autoproduction communale coopérative ». Il est confiant dans la possibilité des outils numériques à participer au changement "des technologies alternatives permettant de faire plus et mieux avec moins tout en élargissant l'autonomie des individus et des communautés de base." (Gollain, 2021, p64).

On peut raisonnablement estimer que Gorz a une vision pour le moins idéaliste des technologiques de l'information même s'il a condamné l'informatique qui a envahi nos vies. En effet, il est persuadé que ces technologies vont permettre de renverser le capitalisme.

Quel est l'impact de ces technologies sur l'environnement ?

Dans son exaltation pour les technologies de l'information et des communications (TIC), Gorz, de façon surprenante, a omis de se pencher sur l'impact des TIC sur l'environnement. En effet, si elles ont permis aux individus tant au niveau privé que professionnel de faciliter nos vies, la dégradation de l'environnement qu'entraine la production et l'utilisation des technologies numériques est malheureusement bien réelle :

Les matières toxiques nécessaires à cette utilisation portent préjudice à la nature et à la vie, au bien-être de la population, on peut citer « l'antimoine, l'oxyde de baryum, le béryllium, le cadmium, le chlore, le brome, le plomb, le lithium, le mercure, les phosphores, l'arsenic, les

retardateurs de flammes bromés etc. Des matériaux rares et chers comme le cuivre et l'argent ». Daoud,et al (2010, p 308)

On peut observer la pollution à travers les différents cycles

Dès la création du produit, cela exige une abondance de richesses et de moyens, on peut se pencher sur la confection d'un ordinateur fixe et de son écran

" 18 tonnes de matériaux divers, 240 kilos d'énergie fossile, 22 kilos de produits chimiques, 1500 litres d'eau". Daoud et al (2010, p 309)

Pendant l'utilisation, les TIC émettent autant de CO2 que le transport aérien. L'ensemble des installations réclament une quantité équivalente de CO2 pour leur entretien et pour leur approvisionnement d'énergie. Si certains systèmes électriques usent uniquement de l'énergie pendant leur utilisation, il n'en va pas de même, par exemple, pour les serveurs qui doivent fonctionner en continu. Il faut compter l'énergie pour le refroidissement des serveurs. Les générations de TIC qui se suivent réclament toujours plus d'énergie. Daoud et al (2010, p 310)

Dans la dernière phase, c'est-à-dire à l'état de déchets, ceux-ci sont une véritable calamité pour la planète lorsqu'ils sont exclus du recyclage. Nombreux sont ceux qui sont conservés chez les utilisateurs. Les autres sont très souvent expédiés dans les pays pauvres comme en Inde, où ils sont traités pour le recyclage grâce à l'utilisation de produits toxiques par une population de tous âges dans des conditions inhumaines. Daoud et al (2010, p311)

On peut aussi mentionner l'effet rebond des TIC : la dématérialisation engendre un effet rebond, cela signifie qu'un progrès technique provoque non pas une diminution comme souhaité mais une augmentation de la consommation car la hausse de la productivité en lien avec le progrès technique incite l'utilisateur à consommer plus.

Un exemple concret : le commerce en ligne, les visioconférences, l'apprentissage en ligne et toutes les possibilités à distance qui permettent de ne pas se déplacer et qui permettent une réduction de l'empreinte écologique, néanmoins, la « toile » développe des interactions sociales au niveau planétaire et crée de l'appétence pour des voyages au long cours.

Sauf, si on se souvient de son ambition de faire barrage à l'accaparement des moyens de production et de réconcilier les pôles production et consommation. Les modes digitaux sont un moyen, pense-t-il, d'y parvenir. (Gollain,2021, p64).

Il est important de se souvenir des propositions de Gorz, qui dans son ouvrage intitulé *Ecologie et liberté* datant de 1977, expose ses idées sur l'autogestion, toujours dans l'esprit qui l'anime depuis le début des années 1970, la diminution du travail "salarié" comme possibilité émancipatrice et anticipant la problématique du chômage de masse. Ses thèses intéresseront fortement le parti socialiste unifié (PSU) dont le premier secrétaire fut Michel Rocard de 1967 à 1974. (Borot, 2001, p31).

La reconquête des moyens de production en couplage aux nouvelles technologies numériques permettrait l'implémentation d'un entrelacs de coopératives tant au niveau local qu'international. Gorz est convaincu du projet autogestionnaire : en accordant une variabilité importante au niveau du matériel et d'une administration décentralisée de type « horizontale » concernant la production. On peut envisager la relocalisation de la production des processeurs miniaturisés. Il a la certitude que le futur de la société est situé dans les partenariats qui seront organisés en autoproduction et dans le tissu d'économies populaires qui sont qualifiées d'informelles par les économistes « mainstream » que plutôt dans le travail salarié. (Gollain, 2021)

L'autogestion, de quoi-s 'agit-il ?

Du grec "autos" qui signifie soi-même et du latin "gestio" qui veut dire administrer. L'autogestion est un modèle qui prône l'égalité par "le bas". Le mot vient d'un terme serbo-croate ("samoupravljanje") traduit par autogestion en France en 1953 et par « self-management » dans les pays anglo-saxons, notamment pour rendre compte de l'expérience Yougoslave d'après-guerre (*Meister*, 1964 ; *Georgi*, 2018) ; chacun dispose d'une voix et peut participer au mode décisionnel.

C'est le principe de la démocratie directe. L'autogestion implique l'absence de différenciation entre dirigés et dirigeants ; ce qui peut se traduire par le principe d'une personne, une voix. C'est la capacité des individus à se passer de dirigeants. La richesse qui est produite par la collectivité n'est pas accaparée par une minorité. La première expérience d'autogestion fut à " la Commune de Paris" (Mars à mai 1871). Des conseils d'ouvriers furent instaurés par les Communards. Les premiers qui ont défendu un projet autogestionnaire sont les anarchistes.

La pensée de Gorz va, à partir de la fin des années 90, se radicaliser avec la perspective d'une utilisation des technologies numériques et de l'avènement d'Internet mais également de la théorie de la critique marxiste de la valeur de Robert Kurz (1943-2012) et de Moishe Postone (1942-2018). Les écrits de ces deux auteurs vont influencer de façon significative la pensée de Gorz. A la fin de sa vie, il déclara

« Ce qui m'intéresse depuis quelques années, est la nouvelle interprétation de la nouvelle théorie critique de Marx publié par Moishe Postone chez Cambridge University Press. Si je peux faire un vœu, c'est de la voir traduite en même temps que les trois livres publiés par Robert Kurtz ». (wikipédia, André Gorz, le 04 05 2022)

Cette théorie de la valeur, est une relecture du Marx « ésotérique » par opposition au Marx « exotérique » bien plus connu, basée sur le travail et la luttes des classes. L'ésotérique, celui qui nous occupe, est basé sur l'abolition du travail. Il peut se définir comme le Marx qui condamne aussi bien le moyen de distribution que le moyen de production capitaliste en disséquant les aspects suivants : la valeur, la marchandise, l'argent, le travail, le capital. (Overblog, 04 05 2022).

Anselm Jappe, théoricien de la nouvelle critique de la valeur[8] au sein du courant de la "*wertkritik*" en Allemagne, auteur de l'ouvrage *Les aventures de la marchandise, pour une critique de la valeur* (2017), exprime l'idée que l'on peut critiquer un travail précis, qu'il est inconvenant de blâmer le travail au sens exact du terme, comme simple activité productive exercée par les humains depuis la nuit des temps est sans fondement véritable. Toutefois, si on considère le travail " salarié" comme activité récente de l'histoire de l'humanité identifiée au capitalisme alors celui-ci peut être critiqué et abrogé. (Jappe)

Son concept hétéronomie versus autonomie va évoluer et laisser place à l'abandon pur et simple du travail rémunéré et viser l'instauration d'une économie gratuite.

[8] Critique de la valeur. Lexique marxien progressif. http://critiquedelavaleur.over-blog.com/page-4644209.html, consulté le 04/05/2022.

Comment lui est venue cette idée singulière ?

En 1977, Gorz alias Michel Bosquet, écrit dans *le Nouvel Observateur*, que les entreprises qui avaient l'intention de priver l'individu de son travail par le fait d'investir dans un robot car plus profitable, devaient être taxées.

En réaction, à la proposition de Gorz, Marie Louise Duboin, dans son éditorial de la revue "*la Grande Relève*", mensuel axé sur l'économie redistributive, lui répond avec un article piquant, dont l'intitulé est le suivant « La Gauche fera-t-elle l'effort nécessaire ? »

Elle s'étonne avec regret de constater que des économistes situés sur l'échiquier politique à gauche, qui normalement devraient être affranchis de l'idéal capitaliste, éprouvent beaucoup de difficultés pour envisager que grâce aux machines, il est possible de réaliser les tâches les plus pénibles et qu'il serait donc opportun de réfléchir à une organisation permettant aux individus ainsi dégagés, de travailler sur des moyens pour transformer l'économie. De plus, Duboin déplore que même les économistes du PCF (Parti Communisme Français), ont une caractéristique identique aux économistes capitalistes : ils sont tout aussi technocrates. Elle se demande si ce n'est pas la formation économique qui est en cause. (Duboin, 2009).

Qui est Marie-Louise Duboin ?

Marie Louise Duboin est la fille de Jacques Duboin (1878-1976) qui est à l'origine du concept d'économie distributive. L'idée de Jacques était que, remplacer des travailleurs par des machines pouvait avoir une portée émancipatrice pour l'individu, néanmoins une mutation du fonctionnement économique devait être opérée. La réflexion doit porter sur un système permettant de répartir les richesses en excluant le salariat.

Marie Louise Duboin titille encore Gorz en ajoutant qu'il serait intéressant qu'il poursuive sa réflexion en remettant en cause les principes qui font obstacles au capitalisme pour qu'il soit "juste" ; elle en conclut que capitalisme et démocratie ne sont pas conciliables et qu'un socialisme véritable ne peut exister sans réviser l'essence du système économique. (Duboin, 2009).

Cette invective eut un impact retentissant dans la pensée de Gorz. Loin d'être vindicatif, sa pensée évolue. Dans son livre de 1997, « *Misère du présent, richesse du possible* », la bandelette au bas de la première de couverture indique : « dépasser la société salariale » et donne sa nouvelle vision :

« Comprenons bien : le salariat doit disparaître et le capitalisme avec lui" et dans un autre ouvrage *Adieux au prolétariat*, il précise sa pensée : " Il n'est plus question désormais que de se libérer du travail en refusant tout à la fois la nature, le contenu, la nécessité, les modalités ».

Gorz va tendre de plus en plus vers les idées de Jacques Duboin.

Comment faire vivre l'économie redistributive ?

En 2002, Gorz, dans la revue *Transversale*, écrit sur le thème de l'économie distributive et en explique les modalités. Tout d'abord, il propose l'instauration d'un revenu inconditionnel, totalement différent dans l'approche d'un revenu d'intégration qui est plutôt une "offrande" pour perpétuer le système capitaliste dans ses phases où l'emploi est erratique.

La question cruciale est bien-sûr le financement de cette révolution sociétale. A ce sujet, Le philosophe déclare que, ce qui serait le plus adapté pour répondre au futur de l'économie et qui permettrait de dépasser le bourbier actuel, est une allocation universelle sans condition car il constate que dans l'économie, la quantité de capital est déclinante ainsi que la quantité de travail. La conséquence est que la production répartit également une quantité moindre d'actifs et une masse décroissante de revenus. (Duboin, 2009)

Gorz cite le prix Nobel d'économie, Wassily Leontieff (1906-1999) qui utilisait cette métaphore.

> « Quand la création de richesses ne dépendra plus du travail des hommes, ceux-ci mourront de faim aux portes du Paradis à moins de répondre par une nouvelle politique du revenu à la nouvelle situation technique ».

En 1857, Marx ne disait pas autre chose dans les *Grundisse* « La distribution des moyens de paiement devra correspondre au volume de richesses socialement produites et non au travail fourni ». (Duboin, 2009)

Dans *misère du Présent, richesse du possible* (1997), Gorz reprend la pensée de Jacques Duboin, dorénavant les paiements se feront via un "revenu social" et non plus, à la rémunération du labeur, mais fondamentalement en rapport aux aspirations de la société pour qu'elle réponde à ses besoins. Il faut donc inventer une autre monnaie, qui serait la monnaie de consommation pour reprendre le terme de Jacques Duboin. Cela revient à dire que la théorie de la valeur est invalidée. (Duboin, 2009).

On peut consulter le site de l'économie distributive[9] pour obtenir des précisions supplémentaires.

> La monnaie distributive, est une monnaie qui ne peut circuler, elle ne peut être cédée. L'économie distributive ne sert que l'économie réelle, l'argent n'a plus la possibilité d'engendrer de l'argent, l'argent est fabriqué et enregistré sur un compte. Lors de l' achat, l'argent est effacé. (Economie distributive, le 05 05 2022).

Une objection au projet radical est que si on perçoit un revenu sans être obligé de travailler, alors personne ne sera enclin à vouloir travailler. Gorz répond à cette remarque dans *Les Chemins du paradis* , plus précisément dans le chapitre demande de travail, demande de société dans lequel il précise qu'étant donné que la personne active n'est pas obligée de tisser des liens avec des patrons ou des clients, alors le travail est synonyme de liberté. En sus, indépendamment du degré technique, le travail est un besoin intrinsèque à toute civilisation (Gollain, 2015).

Quel rôle pour l'Etat dans cette utopie ?

Gorz en donne un aperçu dans son ouvrage, *Adieux au prolétariat* et s'aligne sur les propos de Jacques Duboin. Pour l'ancien journaliste, la complexité est de déterminer des objectifs collectifs. Cette construction demande invariablement des conciliations et des conciliateurs. Cela implique une vision du devenir de la société. Même si cette vision résulte de dialogues démocratiques, sa pratique réclame une planification et cette planification suppose l'intervention d'un Etat. Le socialisme doit se préoccuper de la problématique de la domination de l'Etat et non de la suppression d l'Etat. (Gollain,2005, p67)

Gorz précise dans « *Misère du présent, richesse du possible* » sur la problématique du prix, que la fixation des prix sera obligatoirement politique, ceux-ci ne vont plus indiquer la cherté du labeur mais le prix sera le résultat du choix "du corps social" sur la base d'un type de consommation de culture.

Gorz revient sur les affres du capitalisme, ceux-ci sont la grande difficulté de l'accès aux richesses produites pour la population et l'orientation des financements et des formules de

[9] Economie distributive. La monnaie distributive. https://www.economiedistributive.fr/La-monnaie-distributive,3233, consulté le 05/05/2022.

production qui résulte d'un choix délibéré en faveur d'une logique uniquement orientée vers le profit, tout en évacuant la problématique environnementale, et le respect des limites de la terre. (Gollain, 2015, p67) L'économie redistributive doit apporter des solutions à ces manquements.

Comment s'émanciper de la finance ?

L'emprise de la finance sur le monde peut s'expliquer par le crédit privé. Les instruments de la finance ont la réputation d'être complexes. Au lieu d'analyser, on évacue le problème en se rendant à l'idée que les mécanismes

> « Obéissent à des lois universelles contre lesquelles les responsables élus ne peuvent rien et leurs électeurs encore moins ». (Gollain, 2015).

Cette ignorance est une entrave à la démocratie, elle favorise une certaine naïveté, mais ce qu'il faut retenir d'essentiel est que sa philosophie est dramatique. Pour donner suite à cette étude, L'économie distributive fait trois propositions :

" Tout d'abord, que nos représentants élus reprennent leur droit régalien d'émettre la monnaie, tous les moyens de paiements utilisables dans le pays pour pouvoir assumer la responsabilité qui leur est confiée.

Deuxièmement, que cette monnaie ne doit être que le moyen d'accéder aux richesses qui doivent être économisées.

Troisièmement, de ne plus confondre être et avoir en organisant, d'une part, le partage des tâches et, d'autre part, celui des richesses produites" (Duboin, 2015).

La onséquence de la première résolution est que ce sont les pouvoirs publics qui, dorénavant décident des avances aux entreprises pour leur production et non plus le secteur privé. La finalité du profit n'a plus la primauté sur l'intérêt général. Les choix résultent d'un échange démocratique. La compétitivité ne faisant plus rage entre les entreprises, elles peuvent coopérer pour le bien commun.

La conséquence de la deuxième résolution, Gorz met la focale sur la gratuité, grâce au bouleversement au niveau des moyens de production mais une séparation est réalisée :

« ce qui doit être gratuit car non mesurable, non comparable, à quelque étalon valeur et ce qui doit être économisé parce qu'il faut en éviter le gâchis. Doivent donc être gratuit d'abord, tout ce qu'on peut donner sans le perdre, l'information, la science, les connaissances et tout ce qui peut être renouvelé indéfiniment sans réduire sensiblement le patrimoine de l'humanité. Quant

aux services publics, leur accès peuvent-être gratuits mais il faut prévoir leur fonctionnement, leur développement, leur entretien. La gestion de l'économie doit comporter trois lignes budgétaires : moyens de productions, services publics et revenus individuels ». (Cairn, 2015).

La conséquence de la troisième résolution est de réunir plus d'exigences, éviter que la répartition des tâches soit un obstacle, d'où l'idée d'un contrat civique qui a pour but le libre choix du citoyen de participer au fonctionnement de la société, de présider à sa propre existence, de s'octroyer des "phases de congé". De plus cela autorise, de l'échelon local à l'échelon général et ce, dans toutes les différentes thématiques, à confronter les besoins à pourvoir avec les recommandations d'activés et les ressources atteignables. Cette préparation en commun est un prérequis essentiel pour une gouvernance avisée, saine et stable des biens économiques. (Cairn, 2015).

Ces trois propositions doivent permettre de se substituer aux mécanismes de la logique marchande, la finalité est d'inoculer la démocratie et gratuité dans la sphère économique. Et ce dans l'esprit de Jacques Bougoin qui avait déclaré dans *Rareté et abondance* en 1945

> « En régime d'abondance tout tend vers la gratuité" et dans celui d'André Gorz dans son livre l'*Immatériel*, qui désapprouve le capitaliste qui s'obstine pour sa pérennité « à produire de la rareté dans une abondance potentielle ». (Gollain, 2015). Pour mesurer ces moyens à dégager, on établit un "prix politique" qui est octroyé à chaque bien s'inscrivant dans l'économie pour une durée déterminée. L'addition de toutes ces valeurs fixe l'ensemble des moyens de paiement dans le pays à créer. Cette monnaie va consister ainsi, à un flux identique aux ressources produites. Cet argent est créé comparativement à leur production. Cet argent s'éteint progressivement avec les dépenses. (Cairn, 2015).

Gorz va se passionner pour la fabrication digitale, qui conçoit tout objet en trois dimensions, dans un temps réduit et pour un coût modique avec la perspective d'annihiler tout contrôle sur la plénitude de l'être humain et qui prédit une révolution dans le secteur économique. L'autonomie pour une fabrication individuelle. Il écrira à Marie Louise Duboin, en 2006, avec le sentiment que le projet d'économie distributive est renforcé par cette nouvelle technologie. Le philosophe précisera dans sa correspondance épistolaire, qu'il croit de plus en plus à la réalisation d'une économie de la gratuité. Il entrevoit la possibilité de se passer de la division du travail grâce aux « digatls fabricators ». Ceux-ci doivent permettre de faciliter les relocalisations de toutes les productions rendant la distribution obsolète.

Un problème se pose, relayé par un article ayant pour titre, *Où est passé la gauche* ?

“Comment fait-on pour établir l’équivalent monétaire d’un produit au moment de sa production surtout lorsque sa production est informatisée, automatisée ne demande que très peu de travail ?” (La Découverte, 2007)

Je n’ai malheureusement pas de réponse et n’y voit pas d’hypothèse à formuler.

La théorie autogestionnaire est souvent présente dans le parcours intellectuel d’André Gorz. A ce sujet, il est inquiet de l'éventuelle non-faisabilité de la pratique autogestionnaire avec l’économie distributive. Il y voit le revenu individuel comme une pierre d’achoppement. Pour Gorz, les rapports d’emprise capitaliste sont toujours présents et en conservent un aspect essentiel : la division du travail, le type de relations sociales au niveau des achats et des ventes, le mode marchand des échanges ressources produites et le besoin d’argent pour y avoir accès. Gorz poursuit son développement en précisant qu’une allocation d’un revenu individuel est un frein à l’élargissement d’un tissu basé sur la coopération et sur l’autoproduction. Il craint aussi que ce revenu soit une difficulté pour l’accaparement des moyens de production qui devraient être enlevés au système capitaliste du travail au profit des organisations d’autogestion. Ces moyens de production à disposition de la sphère autoproductive, seront exploitables pour rencontrer les besoins et les souhaits de chacun. (Gollain, 2015).

Il demanda une réponse dans la revue *Mouvements* à Marie Louise Bougoin qui lui répond en soulignant que ce sont les travailleurs qui déterminent la division du travail en économie distributive. Cette méthode favorise une diminution des efforts à produire par les personnes dans le cadre du travail et les individus ne sont pas sous l’emprise du capital. Elle poursuit son développement en précisant que le revenu social n’est pas un salaire qui résulte d’une activité dans la sphère capitaliste. La conséquence est que l’absence d’échanges marchands dans les rapports entre consommateur et vendeur sont totalement différents. De plus cette allocation est la garantie d’une autonomie du sujet et n’entrave certainement pas l’élargissement de dispositifs d’autoproduction, étant donné l’instauration du contrat civique. Cet acte est établit par un groupement d’individus autogéré. Elle termine en stipulant qu’il n’y a pas, pour les différentes strates de la population, d’obligation de produire selon les principes autogestionnaires. Les services publics seront toujours bien présents.

Je ne sais pas si le philosophe a été convaincu par les arguments de Marie Louise Bougouin. Ils étaient tous deux, heureux et plein d’espoir devant les nombreuses expérimentations en concomitances, de coopérations comme les associations pour le maintien d’une agriculture

paysanne (AMAP) qui fonctionnent sur base d'échanges entre producteurs et consommateurs à partir généralement d'une ferme, et qui font circuler des monnaies alternatives en développant les véritables richesses et entrouvrent la porte d'un changement (Cairn, 2015).

Conclusion.

Après l'analyse du développement de sa pensée, je dirais qu'André Gorz peut être qualifié de précurseur de l'écosocialisme. Il fut un des premiers à articuler un marxisme revisité avec l'écologie politique. Son antiproductivisme permet une redéfinition des pratiques démocratiques en octroyant aux personnes concernées de définir ce qu'il est nécessaire de produire. Son projet de décroissance permet de dépasser la notion de travail/salaire. Il a trouvé dans la théorie écosocialiste une réponse à sa soif d'émancipation.

Après avoir analysé l'articulation de la pensée d'André Gorz, on va maintenant s'attarder sur le second auteur mis en évidence dans ce travail : Michael Löwy.

4. Deuxième tentative d'intégrer l'écologie politique : Michael Löwy

Qui est Michael Löwy[10] ?

Il voit le jour au Brésil à Sao Paulo, le 06 mai en 1938. Il est sociologue, philosophe marxiste et un écosocialiste franco-brésilien. En 2003, il fut nommé directeur de recherche au CNRS, il est professeur d'université (EHESS) et enseignant-chercheur. Ses travaux ont pour intérêts l'étude sociologique et la pensée marxiste. Le philosophe a publié plus de 40 ouvrages ; ainsi que 210 articles ou chapitres d'ouvrages collectifs. Il est membre du parti : Nouveau Parti Anticapitaliste.

Co-auteur du *Manifeste écosocialiste international* avec Joel Kovel, il organise en 2007, la première rencontre écosocialiste à Paris. Michael Löwy fait partie du comité de rédaction de plusieurs revues : *Archives de sciences sociales des religions*, *Actuel Marx, Contre Temps*, *Ecologie et politique*, *Ecorev*. On peut souligner ses engagements comme membre d'Attac, de la Fondation Copernic, Espace Marx. (*Michael Löwy, Wikipédia, le 07 03 2022*)

Quelques ouvrages en langue française pour aller plus loin.

Luttes écologiques et sociales dans le monde, allier le vert et le rouge, Editions Textuel, Paris 2021.

Rosa Luxemburg, l'étincelle incendiaire, Editions le Temps des Cerises, Paris,2018.

Walter Benjamin, avertissement d'incendie, Edition de l'Eclat, Paris, 2018.

Lire Marx, PUF, Paris, 2014.

La cage d'acier, Max Weber et le marxisme wébérien, Edition Stock, Paris, 2013.

Les Aventures de Karl Marx contre le baron de Munchausen, Editions Syllepse, Paris, 2012

Capital contre nature, PUF, Paris, 2003

L'étoile du matin, surréalisme et marxisme, Editions Syllepse, Paris, 2000

La pensée de Ché Guevara, Editions Syllepse, Paris, 1997

[10] Wikipédia. Michael Löwy. Modifié le 25 février 2022 à 21h12. https://fr.wikipedia.org/wiki/Michael_L%C3%B6wy, consulté le 15/04/2022.

Révolte et Mélancolie, le romantisme à contre-courant de la modernité, Edition Payot, Paris, 1992.

Le principe de rationalité de Max Weber[11]

Une porte d'entrée qu'utilise volontiers le philosophe franco-brésilien comme point départ de sa réflexion est le principe de rationalité du sociologue allemand Max Weber (1864-1920) qui focalise ses recherches sur les changements dans la société avec l'avènement de la modernité. C'est-à-dire un processus de rationalisation des actions sociales en établissant une typologie des caractéristiques de l'agir sociétal, ce qui est déterminant des sociétés capitalistes modernes depuis la révolution industrielle mais aussi, en grande partie, de feu les sociétés bureaucratiques de l'Europe orientale.

La rationalité en finalité (*Zweckrationalität*) porte sur l'adéquation des moyens qui sont établis en vue d'un objectif final. C'est le fonctionnement classique de l'économie capitaliste et des institutions bureaucratiques. Les buts, les moyens et les conséquences de l'action sociale sont en adéquation. C'est le cas de l'activité d'une entreprise.

La recherche du profit calculé est une caractéristique du capitalisme moderne. Pour atteindre ce profit, tous les niveaux de l'activité doivent être "calculables". La conséquence est que l'on peut mesurer avec une grande précision la valeur de toute chose comme les matières premières, les marchandises et même le travail. C'est l'esprit de calcul rationnel (*Rechenhaftigkeit*) : c'est la quantification. Les autres valeurs qu'elles soient qualitatives ou 'éthique, sociales, naturelles sont sacrifiées sur l'autel de la valeur d'échange des produits et les rapports sociaux sont monétarisés.

Löwy fait référence à Arthur Mitzman(1931-2021) : "on rejette nécessairement, en le traitant de sentimental ou de frein au progrès, tout critère incompatible avec la poursuite du maximum de profit, tel que le bien-être des ouvriers, ou l'environnement planétaire, ou le futur humain".

Cette finalité de maximiser le profit par un processus rationnel, a atteint le stade ultime avec la mondialisation ; sous le patronage du fonds monétaire international, de la Banque mondiale,

[11] Sécession. Max Weber : la Raison la mieux partagée. https://secession.fr/max-weber-rationalite, consulté le 29/03/2022.

de l'organisation Mondiale du commerce ou du G-7 mais c'est aussi valable pour l'Europe avec le traité de Maastricht.

Löwy fait référence à Karl Polanyi en soulignant que le libre marché a un fonctionnement autorégulé qui sépare les champs, économique, social, politique et culturel. L'économie capitaliste est désencastrée et elle élimine toute régulation sociale, morale ou politique. (Löwy, 2002, p 29).

Dans son analyse, Michael Löwy y voit un ennemi commun au socialisme et à l'écologie le socialisme et l'écologie ou du moins certains de leurs courants sont chacun à leur façon, des héritiers de la critique romantique qui, pour rappel, était dans la seconde moitié du XVIIIe, opposée au nouveau binôme capital/industriel dont la finalité est la priorité au froid calcul de rentabilité et critique aussi l'avènement de la machine au détriment du bien-être de la société, du respect des valeurs éthiques et culturelles. La culture romantique met en exergue les ravages du machinisme sur l'environnement et la pollution dans les grandes villes.

Leurs objectifs communs impliquent le dépassement de la rationalité instrumentale, de l'autonomisation de l'économie, du règne de la quantification, de la production comme but en soi, de la dictature de l'argent, de la réduction de l'univers social au calcul des marges de rentabilité et aux besoins de l'accumulation du capital (Lowy, 2002, p31).

Et donc un besoin commun que certaines valeurs prennent l'ascendant sur d'autres : comme la valeur d'usage sur la valeur d'échange, de l'égalité sociale sur celle de l'individualisme, de la satisfaction des besoins de tous et pas seulement d'une minorité. Pour d'autres une préservation du lieu de vie et une justice environnementale pour tous les habitants de la planète et non un environnement de qualité pour quelques privilégiés.

Pour Löwy, le socialisme et l'écologie adhèrent à une conception où l'économie est enchâssée dans l'environnement et le social. Le philosophe paraphrase de nouveau l'historien Arthur Mitzman « substituer les valeurs aujourd'hui dominantes de croissance économique linéaire et enrichissement personnel, de compétitivité impitoyable et de division du monde entre gagneurs et perdants, par des valeurs orientées vers l'harmonie sociale et la solidarité, fondées sur le respect de la nature, sur le caractère cyclique de la vie en général (…) ». (Löwy, 2002, p31).

Le philosophe franco-brésilien se reconnait dans la variante du socialisme marxiste, basé principalement sur les écrits de Karl Marx (1818-1883) mais aussi sur ceux de Friedrich Engels (1820-1895).

Pour Marx, l'économie est le puissant moteur de changement, c'est de cela qu'il s'agit lorsqu'il développe la théorie marxiste dite du "matérialiste historique", signifiant que les rapports sociaux mais surtout les rapports de classes sociales, déterminent les faits historiques. Ceux-ci sont également tributaires du développement des moyens de production et de leurs effets sur l'esprit des individus.

Löwy déclare que le marxisme est essentiel pour son "aspect" anticapitaliste dans son objectif légitime d'une recherche d'égalité sociale et d'une société sans classes, mais ne doit pas être repris tel quel : il faut le remettre en question le critiquer. (Flipo,2012, p 108).

Que faut-il remettre en question ?

Löwy, déclare que la problématique environnementale est une gageure pour une renaissance de la pensée marxiste. Elle nécessite une remise en question majeure pour les marxistes du concept classique des forces productives et une césure avec la croyance au mythe du progrès. La désunion doit aussi être consommée avec le dogme technologie qui est représentatif de notre société industrielle actuelle. (Löwy, 2002, p34)

Il ajoute « une piste féconde a été ouverte par l'écologiste et marxiste polanyiste, américain James O'connor, il faut ajouter à la première contradiction du capitalisme, examinée par Marx, celle entre forces et rapports de production, une deuxième contradiction, celle entre les forces productives et les conditions de productions : les travailleurs, l'espace urbain et la nature. Par sa dynamique expansionniste, le capital met en danger ou détruit ses propres conditions d'existence, à commencer par l'environnement naturel, une possibilité que Marx n'avait pas suffisamment pris en considération ». (Löwy, 2002, p35)

Il poursuit avec une autre approche qui lui paraît intéressante : celle d'un écomarxiste italien Tiziano Bagorolo « la formule selon laquelle se produit une transformation des forces potentiellement productives en forces effectivement destructives(dynamiques) et rapports de production (qui les enchaînent). Par ailleurs cette formule permet de donner un fondement critique et non apologétique au développement économique, technologique, scientifique, et donc d'élaborer un concept de progrès différencié d'Ernst Bloch ». (Löwy, 2002, p35)

Le problème prépondérant est le productivisme sans limite. Les écrits de Marx et Engels peuvent prêter à confusion, dans certains écrits, on peut relever par exemple dans l'*introduction générale à la critique de l'économie politique* (1857), dans lequel ils déclarent deux choses, la première est que la production basée sur le capital fait naitre une industrie omnisciente ; ce qui veut dire que le surtravail concomitamment avec le travail est fondateur de valeurs. La seconde est que s'instaure un mode d'exploitation généralisé de l'environnement et de l'individu. C'est donc l'avènement d'une société bourgeoise et d'un accaparement général de la planète, le capital va également développer une organisation capable « d'absorber » toutes les personnes. Le capital se hisse à un degré social jamais vu auparavant. Les civilisations précapitalistes apparaissent en comparaison comme des sociétés avec un développement limité et ayant un respect à l'égard de la nature. La nature, dans l'esprit d'une société capitaliste, est une simple chose à disposition de l'individu et elle n'est plus crainte. La nature est maintenant synonyme de moyen de production et d'objet de consommation. Telle est la grande action civilisatrice du capital. Il s'élève à un niveau social tel que toutes les sociétés antérieures apparaissent comme des développements purement locaux de l'humanité et comme une idolâtrie de la nature. (Löwy, 2020, p 74).

Marx a pourtant dénoncé avec force la méthode de produire pour produire, l'accroissement de capital, les fortunes et les marchandises comme finalité "sacrée". La réduction du temps de travail et l'augmentation des loisirs sont les idéaux ultimes du progrès chez Marx. Concernant la phrase précédente, celle-ci est controversée car Marx fait aussi du travail un vecteur de réalisation de soi. Michael Löwy précise ses sources : Karl Marx, *Das Kapital*, III, p. 828.

Les écrits de Marx et Engels sur la nature sont à envisager comme fermes mais évolutifs. Ils ont rédigé dans un passage de *l'Idéologie allemande* (1845-1846) que dans l'accroissement des forces productives, on constate qu'à un certain degré d'augmentation, les forces productives deviennent désastreuses ainsi que les modes d'échanges commerciaux. Marx et Engels citent le machinisme et la finance. (Löwy, 2020, p73).

Un autre aspect de la production qui est rejeté car incompatible avec les fondements de l'écosocialisme, est celui qui consiste à supprimer les rapports de production capitalistes car ils seraient des freins à l'augmentation de la production. Pour Löwy " la transformation révolutionnaire concerne autant les forces productives, l'appareil technique, les sources d'énergie, que les rapports de propriété". (Flipo,2012, p108) Mai

s on conservera l'anticapitalisme de Marx, la population conservera le privilège "décisionnel" en ce qui concerne la production ainsi que la consommation.

On peut trouver des précisions concernant la phrase précédente dans un autre texte de Michael Löwy qui précise qu'une planification démocratique est indispensable d'une procédure de transformation vers l'écosocialisme. Cela signifie que l'entièreté de la population doit pouvoir décider de façon démocratique l'orientation dans la sphère de la production mais aussi les ressources nécessaires à réserver à l'éducation, à la santé et sans oublier la culture. (Löwy, 2020, p 33).

Quelles modalités de production dans la perspective écosocialiste ?

Il faut restructurer le mode de production et de consommation en écartant les fondements du marché capitaliste et en tenant compte des besoins authentiques de la société sans oublier d'inclure le respect de la planète. Il s'agit d'une évolution vers une économie socialiste enchâssée dans l'environnement social et naturel car basée sur des décisions de la population ; ce qui est primordial pour respecter des choix démocratiques. Ce sont les individus qui vont déterminer les besoins et les investissements à réaliser.

La conséquence de cette mutation organisationnelle est l'instauration d'une planification démocratique au niveau local, mais aussi national et la planification devra dans le futur, être internationale. Elle doit déterminer les subventions qui seront octroyées aux biens manufacturés. La planification devra aussi déterminer les produits qui seront gratuits. Elle se penchera sur les choix énergétiques qui seront retenus et même si ces choix ne sont pas directement porteurs de rentabilité. De plus, la planification devra remodeler le mode de transports en tenant compte des aspects sociaux et écologiques. Pour terminer, elle doit examiner comment colmater les dommages du capitalisme à l'égard de la nature. (Löwy,2020, p34).

A cela, Michael Löwy ne répond pas vraiment. On peut trouver des éléments de réponse dans une analyse de la revue suisse *Solidarités* qui se présente comme anticapitaliste, féministe et écosocialiste. Cette analyse fait suite à la parution du dernier essai du philosophe qui a pour intitulé : *l'écosocialisme, l'alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste*.
L'auteur (Michael Löwy) esquive cependant la problématique posée par Daniel Tanuro

(écosocialiste belge), à savoir dans la mesure où un projet socialiste doit voir le jour, est-ce que les sociétés des états du Nord peuvent penser qu'elles ont quelque chose à abandonner au niveau de la consommation et du niveau de vie ? Assurément, un programme écosocialiste doit lutter contre le gaspillage, la désuétude calculée, la servitude diffusée par le marketing publicitaire. Néanmoins, le dialogue concernant quelle croissance dans quel domaine, sur la façon de consommer, sur la méthode à adopter pour une décroissance dans d'autres domaines dans les pays du nord est un impératif. Le résultat de ce dialogue doit déterminer des moyens d'actions en réponse aux dégâts écologiques. Michael Löwy admet à demi-mots l'existence de ce problème, lorsqu'il prononce la phrase : chacun selon ses besoins (reprenant le schéma de l'expansion illimitée), cette formule n'inclut pas les possibilités physiques de la terre (p40).

Que signifie dans ce cas le mot besoin ?

Dans la discipline de l'écologie économique, on peut trouver une littérature qui traite de la problématique des besoins essentiels de l'être humain, en rapport avec la théorie des corridors de consommation. On peut définir ces corridors de la façon suivante, il s'agit de déterminer la satisfaction des besoins fondamentaux minimum. Les besoins maximums qui sont établis donnent une indication des niveaux de consommation à ne pas dépasser. Si tel était le cas, la planète serait en danger. Cette théorie permet également de renseigner sur les écarts de consommation qui peuvent être défendus ou ne pas être défendus.

Pour Michael Löwy, il n'y a pas d'obligation de diminuer le niveau de vie des individus des sociétés d'Europe occidentale ou d'Amérique du Nord comme semble croire certains des écologistes les plus radicaux. (Ducommun, Solidarités, n°192). Pourtant de nombreuses études concernant la consommation soutenable d'un individu européen indiquent le contraire. En effet, d'un point de vue de la soutenabilité, nous devrions consommer une quantité d'énergie moins importante. Sauf, si on pense que la technologie est la solution. Cette diminution d'énergie ne signifie pas que le bonheur, lui aussi, soit nécessairement moins important. Il est essentiel de réfléchir vers quel degré d'empreinte écologique doit-on tendre ? Et une autre question peut être posée : qui doit le plus rapidement consentir à des efforts ?

On peut raisonnablement s'étonner des propos de Michael Löwy sur la non-obligation de réduire le niveau de vie en Amérique du Nord et en Europe. Pourquoi une telle déclaration ?

Est-il convaincu qu'une majorité de la population de ces régions du monde, qui font partie des pollueurs les plus importants de la planète, n'ont certainement pas l'intention de diminuer leur

niveau de vie ? Dans ce cas, comment réussir un projet écosocialiste sans une large adhésion de la population ? Ou est-il possible de réussir un plan écosocialiste en garantissant le même niveau de vie aux pays les plus pollueurs ?

Je vais maintenant aborder la planification démocratique qui est centrale dans la pensée de Löwy. Elle peut permettre une liberté décisionnelle de tous les individus. Une condition essentielle à son instauration est qu'elle va de pair avec un temps de travail réduit. Indispensable si on désire une adhésion des travailleurs à la dialectique démocratique. Les mécanismes de marché ne disparaitront pas du jour au lendemain ; ceux-ci existeront toujours mais leurs prépondérances diminueront au fur et à mesure de l'évolution de la mise en place de la planification.

Que signifie la planification démocratique ?

> Elle permet de décider collectivement et de façon démocratique l'orientation de la production mais aussi des investissements. Actuellement, le privé décide de l'orientation économique. La planification démocratique va déterminer la répartition des biens et services. Permettre une transition écologique équitable associée à une transition démocratique qui a pour finalité la conversion économique respectant les uns et les autres (Plourde, 2022, p1)

En rapport avec la planification, Löwy fait référence à Engels, à propos d'une société socialiste qui, selon le co-auteur du *manifeste du parti communiste*, doit établir un schéma de production en tenant compte des moyens de production, dont les forces de travail font intégralement partie. En définitive, ce qui va déterminer le schéma de production, c'est l'utilité de divers objets d'usage, qui sont pesés entre eux et qui sont comparés aux quantités de travail essentielles à leur production, (Löwy, 2020, p 52)

Quel est le lien avec une organisation démocratique de l'économie ? Löwy l'oppose avec le système capitaliste :

> " dans le système capitaliste, la valeur d'usage n'est qu'un moyen, et souvent une astuce, subordonné à la valeur d'échange et à la rentabilité : cela explique pourquoi il y a tant de produits sans aucune utilité dans notre société". (Löwy, 2020, p52)

La production de biens et de services dans une économie planifiée et démocratique est uniquement basée sur la valeur d'usage car socialisme et écologie sont uniquement porteurs de valeurs qualitatives par opposition au valeurs quantitatives qu'incarne l'économie capitaliste (Löwy, 2020, p28).

La planification démocratique et l'autogestion des travailleurs dans leurs unités de productions ne sont pas antinomiques. Ce sont les individus qui vont déterminer démocratiquement les décisions économiques et sociales. On peut imaginer des différends, des incompréhensions au niveau de la gestion dans les établissements autogérés. Pour chaque niveau de décision, un débat démocratique et le plus large possible doit exister ; c'est uniquement sur cette base qu'on respecte les fondements de la planification socialiste.

Des délégués de planification élus sont nommés via des partis ou par l'intermédiaire d'un mouvement politique. Ils exposent les différentes propositions à tous ceux qui sont concernés par celles-ci. La démocratie directe doit être préférée à la démocratie représentative car grâce à celle-ci, cela permet de choisir directement les différentes propositions au niveau local, national et international.

Quel est l'argument ? On peut relever dans un article tiré du *manifeste écosocialiste* dont Michael Löwy est le co-auteur avec Joel Kovel : une société écosocialiste devra être fondée sur une démocratie directe à la base qui permette aux communautés d'avoir un véritable contrôle sur leur destin. (Green left Australie, 2020, p1).

Le philosophe apporte des précisions en stipulant qu'il faut pour un fonctionnement optimal, des "corps exécutifs" et techniques pour la mise en œuvre des décisions. Il faut instaurer un contrôle en continu et démocratique au niveau le plus bas où les travailleurs participent au process d'administration démocratique de l'autogestion de leur unité de production. (Löwy, 2020, p55)

Michael Löwy précise sa pensée et déclare que la planification socialiste doit être établie sur des échanges démocratiques et pluralistes, à tous les échelons décisionnels. A partir de la constitution de partis ou bien de plate-forme, voire de toute autre activité politique, les mandatés de la planification sont désignés et les différentes conclusions sont proposées à toutes les personnes concernées.. (Löwy, 2020, p54)

Löwy justifie ses préférences dans un article de *L'Humanité,* il déclare en substance qu'une planification démocratique et écologique est fondée sur l'autogestion à tous les stades, c'est-à-dire que les individus conduisent leurs activités, à l'échelon local, national et continental. Il est important d'articuler la démocratie directe et la démocratie représentative sans oublier l'utilisation au référendum. Pour l'écosocialisme, le principe cardinal est que la démocratie doit déborder du cadre politique pour progresser vers la matière économique. Les orientations importantes de la production ou les formes de consommation incombent aux personnes concernées. Le processus décisionnel échappe totalement aux banquiers, aux capitalistes ou aux marchés non régulés. La seule piste pour une logique de justice sociale et écologique est la démocratie. (*L'Humanité, vendredi, le 14 mars 2014*)

Comment déterminer les besoins s'ils sont plutôt artificiels ? Les besoins artificiels sont incités par le marketing publicitaire qui agit sur l'aspect psychologique des personnes. Clef de voûte de la stratégie capitaliste, la publicité doit être abandonnée dans la perspective d'une transition au socialisme. Elle sera évincée au profit d'annonces réalisées par des groupements de consommateurs. (Löwy, 2020, p 37).

La démocratie directe est-elle compatible avec les "corps exécutifs" ?

Si le vœu "louable" est que chaque personne concernée puisse contrôler son destin, le système proposé reproduit inévitablement une représentation par l'intermédiaire des "corps exécutifs". C'est-à-dire, les reproches que l'on peut faire à la social-démocratie. Existe-t-il un moyen qui permet véritablement une démocratie directe ?

Il faut être réaliste, chaque travailleur, ne désirera pas investir son temps libre à la pratique de l'autogestion ou à l'organisation de réunions participatives.

A ce sujet Ernst Mandel (1923-1995) précisera " l'autogestion n'a pas pour effet la suppression de la délégation, mais elle est une combinaison entre la prise des décisions par les citoyens et un contrôle plus strict des délégués par leurs électeurs respectifs".

Cela peut paraître contradictoire, néanmoins, on peut proposer la démocratie directe, ce que ne fait pas le capitalisme, sans l'obliger car chaque individu ne désire pas participer et donc une

délégation est nécessaire mais est-ce que la démocratie directe est souhaitable ? Ne peut-on pas considérer que la démocratie représentative basée sur la délégation a ses avantages ?

L'atout principal est que les décisions (loi, etc.) sont prises par des élus ou des spécialistes de la politique qui ont du temps pour s'adonner à l'étude des dossiers dans lesquels il faut trancher. Les professionnels sont normalement compétents pour sceller des consensus et faire en sorte de pouvoir rapprocher les intérêts des parties adverses. On escompte que ces représentants garderont une certaine autonomie par rapport à leur électorat. Une distance bien nécessaire entre la demande directe de la population et les verdicts politiques. Ceci permet d'éviter que la loi soit dictée par la population. Cette dernière a la possibilité de contrôler le travail de ses représentants par l'intermédiaire des élections. (Crisp, 2022)

On peut se référer à la Déclaration Universelle des droits de l'homme de 1948 (article 21/1) « toute personne à le droit de prendre part aux affaires de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis ».

Un renforcement des deux systèmes est possible ou souhaitable ?

Un renforcement est la règle primordiale lorsqu'on désire faire exister objectivement la démocratie. Il est important de réaliser des réformes en plus, visant à faire progresser la représentativité mais aussi des réformes permettant de créer conjointement des formes convaincantes d'une démocratie véritablement collaborative (Braillon, 2002, p 89)

Pourquoi une planification démocratique ?

On peut imaginer favoriser la démocratie directe, à la suite de la crise de la représentativité qui se traduit par un abstentionnisme important. La démocratie directe ne peut-elle pas recréer un lien de confiance entre les citoyens et les institutions ? Le citoyen peut se sentir valorisé si on lui propose de participer au processus de décision.

Hypothèse :

Est-ce que la démocratie directe n'est pas tout simplement le meilleur moyen pour connaître les préférences des consommateurs ? La question primordiale est la suivante : les préférences des consommateurs sont-elles réellement favorables aux politiques environnementales ? Le philosophe Dominique Bourg, spécialiste de l'écologie politique, expose sa vision dans son ouvrage, Pour une VIe République. Il pense que la présence du citoyen est trop discrète et

plaide pour un renforcement de la démocratie, qu'elle soit de forme représentative, participative ou directe : " il ne faut pas oublier que la démocratie ne se limite pas à la souveraineté populaire, mais exige des normes juridiques transcendantes comme les droits humains, et qu'elle ne saurait survivre à un modèle naturel dégradé, d'où l'opportunité, respectivement, d'une cours constitutionnelle digne de ce nom et d'une troisième chambre. Le dessein de la VIe République est de trouver la combinaison entre la conscience morale des citoyens et l'apport d'un système représentatif et le respect des conditions naturelles qui nous font vivre. Tel que la science nous permet de les comprendre, c'est un pari sur la conscience humaine". (Bourg, Bompard, Duarte, 2012, p14-22)

Comment fonctionne la VIe République de Dominique Bourg ?

S'il est favorable à un renforcement de la démocratie, pour le philosophe professeur honoraire à l'Université de Lausanne, ce n'est pas suffisant, il propose donc l'adjonction d'une troisième Chambre qui aurait pour mission de se focaliser sur les problématiques longues. Celle-ci aurait un droit de veto sur des lois votées par les deux chambres "classiques" que sont le Sénat et l'Assemblée Nationale. Elle serait composée de chercheurs et d'ONG. Pour Dominique Bourg l'intérêt de cette Chambre, c'est qu'elle serait garante d'un savoir souvent absent dans le chef des députés en matière écologique. Cette troisième Chambre non représentative pourrait s'opposer à une loi votée si elle était préjudiciable à la cause climatique. Pour Dominique Bourg, il faut aussi impérativement un avis scientifique pour évaluer les conséquences d'une loi. (Bourg, 2015, p14-22)

Il prône donc une démocratie singulière qui réunit avec des contre-pouvoirs, c'est-à-dire une troisième Chambre qui prendrait le temps de la réflexion, pour contrecarrer des décisions productivistes prise par la société. (Bourg, Papaux, 2015, p268).

Quel argument peut-on opposer à cette proposition ?

Qu'elle ajoute " une couche institutionnelle" aux mécanismes déjà existants.

Autre argument : " on peut néanmoins se demander si cette posture a vraiment les capacités de faire évoluer l'opinion publique dans le sens escompté, surtout dans des conditions de pénuries croissantes. La démonstration reste à faire. D'aucuns douteront aussi qu'un véto suspensif puisse créer un contre-pouvoir suffisamment redoutable pour changer l'orientation présentiste des institutions électorales restantes" (Bourg, Papaux, 2015, p268)

L'ampleur de la crise écologique étayée par les derniers rapports du GIEC précisant qu'il ne reste que quelques années pour agir afin de limiter le réchauffement climatique. Agir est indispensable pour ne pas vivre dans des conditions dégradées, dès lors, peut-on se permettre d'éventuelles successions d'amélioration glanées par un processus démocratique renforcé ? Est-ce que cet impératif climatique ne nous invite pas à relire les écrits du philosophe Allemand Hans Jonas (1903-1993) ?

En effet, son ouvrage majeur, *Le Principe Responsabilité* nous invite à réfléchir sur le long terme afin de préserver la vie des générations futures et donc cela implique une éthique de la responsabilité, un impératif moral qui doit nous inciter, aujourd'hui à modifier notre comportement. La radicalité de sa pensée, autorise une politique autoritaire pour se prémunir des choix consuméristes de la population, même si celle-ci est démocratiquement renforcée, Jonas met en évidence le besoin d'expertise dans les décisions politiques. (Bourg, Papaux, 2015, p810)

Une autre conception pour penser le temps long dans la démocratie, indispensable à la préservation de l'environnement est celle proposée par Graham Smith, professeur à l'université de Westminster. Le postulat est que les générations actuelles mais surtout les générations futures seront les plus impactées par le changement climatique. Aujourd'hui, la non prise en compte des perturbations climatiques augmente la gravité de la situation et les conséquences sur les générations non encore nées.

On peut dénombrer plusieurs freins qui empêchent une vision sur le long terme. Tout d'abord, d'un point de vue psychologique, on peut constater, qu'on agit souvent, de préférence, en pensant au présent. En ce qui concerne l'aspect social, le modèle dominant capitaliste se focalise sur l'immédiateté dans la consommation et cette vision « court-termiste » ne permet pas d'envisager des politiques d'envergure concernant l'alimentation, l'énergie, les transports, etc. Les pratiques néolibérales réduisent l'action de l'Etat et favorise les dispositifs en faveur du marché. Un autre aspect est mis en évidence : le cycle électoral, les décideurs orientent leurs politiques à des fins électoralistes. Ils éludent des problématiques, ce qui permet reporter certaines dépenses dans le futur et aussi la responsabilité qui incombera à d'autres décideurs ayant la charge d'un autre cycle électoral. (Graham, cairn,)

Néanmoins, l'établissement d'une autorité de contrôle indépendante nommée Agence pour les Générations Futures (AGF) est une réalité en Hongrie, (appelée Commissaire) au Pays de Galles et on peut noter une tentative avortée en Israël. L'idée fait son chemin au niveau

supranational, une telle agence pourrait voir le jour au sein des Nations Unies sous la forme d'un Haut-Commissaire pour les Générations Futures. Les AGF profitent d'un « timing » favorable et de considérations d'implémentations envisageables au niveau institutionnelle. On pourrait rétorquer qu'une Agence comme celle-ci renvoie à une proposition non-démocratique, à une consolidation de l'Etat et s'opposerait aux pratiques démocratiques habituelles comme le parlement. Cette possibilité parmi d'autres pour s'emparer de la problématique du long terme dispose d'arguments démocratiques qui la rendent plausible. A ce propos, le sociologue Pierre Rosanvallon précise que :

« La démocratie ne pouvant s'épanouir que si elle intègre dans sa définition ses risques de dysfonctionnement et prévoit dans ses institutions les moyens de se critiquer elle-même ».

Le fonctionnement des AGF doit intégrer plusieurs aspects importants, telle que l'indépendance, indispensable pour se dégager des intérêts du court terme de l'écueil des cycles électoraux. C'est une recommandation parmi d'autres émise par le Conseil pour l'avenir du monde fondé en 2004. La difficulté est l'intégration des voix actuelles et futures pour définir le fonctionnement de l'AGF et l'essentiel de sa mission. Les mécanismes de contre-pouvoirs de la démocratie sont présents depuis toujours ; à Athènes, on procédait au tirage au sort. L'avantage de ces dispositifs de surveillance est que cela peut, en partie, résoudre la défiance à l'égard de nos décideurs politiques. Le spécialiste de la démocratie poursuit :

« C'est le contrôle citoyen, bien plus que la simple désignation populaire des dirigeants, qui définit la démocratie ». Cette dyade s'est effacée au profit uniquement de l'élection comme représentant l'aspect exhaustif de la démocratie « censée superposer une technique de sélection de gouvernance en un mode d'organisation de la confiance des citoyens et du pouvoir, en même temps qu'un système de régulation de l'action publique » (Graham, cairn,).

Est-ce que les partis sont à même de défendre l'intérêt général ?

Dans le cas qui nous occupe, c'est la préservation des générations futures face à la catastrophe climatique annoncée.

La philosophe Simone Weil (1909-1943) affirme que les partis ne défendent pas l'intérêt général mais que l'essence d'un parti est plutôt la défense des intérêts partisans. Simone Weil précise que les représentants des partis politiques défendent l'opinion définie par le parti. Ce qui se traduit : en tant que membre du parti x, je défends donc…l'attitude dénoncée par Weil

met en évidence la difficulté d'obtenir un consensus sur les mesures à prendre par exemple pour la protection de l'environnement et du social, les partis en fonction de leur électorat respectif, ont pour principal objectif la défense de cet électorat et en oublient sciemment la défense de l'intérêt général de la société. (Weil, Allia, p40).

Le philosophe Serge Audier, dans son ouvrage *la société écologique et ses ennemis*, ressuscite le théoricien socialiste espagnol Ramon de la Saga (1798-1971), celui-ci avait adhéré à la pensée du philosophe Charles Fourrier (1772-1837). De la Saga était déjà préoccupé par la problématique du long terme. Fourrier fut une personne très respectée dans les milieux académiques. Il publia, dans les années 1840, des articles sans concession contre l'économie politique libérale et sa gestion des forêts. Il s'intéressa au sujet de la collectivisation du sol. (Audier, p 614) Il fut très tôt préoccupé par la dégradation de la nature à cause de l'industrialisation. Ses pensées vont se cristalliser sur la gestion des forêts et sur un socialisme qui pense le temps « long ». La négligence due à une gestion hasardeuse des forêts, au niveau planétaire, est préjudiciable aussi pour la dimension sociale et a pour conséquence la détérioration de la santé et de l'hygiène des individus. (Audier,2017, p 617) De la Saga s'oppose à l'idée libérale que la propriété privée est la meilleure solution dans la perspective de protéger les ressources et non pas une gestion communale qui serait une entrave à la protection des ressources vu du camp libéral. Le philosophe espagnol opte pour une action étatique, garante de l'intérêt général sur le long terme. L'idée du philosophe est d'arrêter un

« Code rationnel d'exploitation de la surface du globe, qui n'est pas la propriété de quelques-uns mais le patrimoine de l'humanité, autrement dit de la génération présente et des générations à venir ». Si au départ, de la Saga met en évidence l'aspect technique agricole, il ajoute une importance morale qui oriente sa vision de la société :

« Il y a un devoir pour la génération actuelle, de réparer au moyen de la science qu'elle possède, science héritée en grande partie de nos ancêtres, il y a un devoir, dis-je, de réparer les erreurs qu'ils ont commises, pour léguer le même patrimoine, amélioré, aux générations futures ». (Audier,2017, p619).

Le socialiste espagnol plaide pour un changement radical social et économique qui doit servir à stopper la domination de la propriété individuelle et de sa « myopie courtermiste ». Seule moyen de préservation du sol pour nos descendants. Il préconise un retour à la propriété collective garant d'une justice sociale pour les plus démunis. (Audier,2017, p620).

Revenons maintenant à Michael Löwy, qui dans son analyse, rejette les deux socialismes du XXe siècle, c'est-à-dire le stalinisme et la social-démocratie qu'il considère comme "de faux socialismes". Le sien est marxiste mais débarrassé de ses résidus productivistes et d'un autoritarisme bureaucratique omniscient faisant référence au stalinisme ; c'est-à-dire du socialisme réel, il rejette également la sociale démocratie.

Michael Löwy, répète la même chose dans un autre texte : "bien entendu, l'écosocialisme se désolidarise des prétendus socialismes du XXe, la social-démocratie et le stalinisme". (Fabrice Flipo, vers un éco socialisme, Michael Löwy, cairn).

On peut trouver une autre source qui peut éclairer sur ce double rejet : " le projet écosocialiste est une synthèse dialectique entre le socialisme et l'écologie, et propose d'associer le "rouge", la critique marxiste du capital et le projet d'une société alternative et le " vert", la critique écologique du productivisme. Il n'a rien à voir avec les combinaisons gouvernementales dites "rouges-vertes", entre la social-démocratie et certains "partis-verts", autour d'un programme social-libéral de gestion du capitalisme.

L'écosocialisme est donc une proposition qui se distingue aussi bien de variantes productivistes du socialisme du XXe, que ce soit la social-démocratie ou le communisme de facture stalinienne ; que des courants écologiques qui s'accommodent, d'une façon ou l'autre du système capitaliste. Une proposition alternative qui vise non seulement une transformation de rapports de production, de l'appareil productif et des modèles de consommation dominants, mais aussi à créer un nouveau paradigme de civilisation, en rupture avec les fondements de la civilisation capitaliste/industrielle occidentale moderne". (*Ella Micheletti, Voix de l'Hexagone, le 19 septembre 2020)*

5. Troisième tentative d'intégrer l'écologie politique : Arno Münster

Qui est Arno Münster ?

Arno Münster né le 10 août 1942 à Strehlen en Basse -Silésie en Allemagne, est un historien franco-allemand de la philosophie moderne et contemporaine. Il est spécialiste de la philosophie politique contemporaine, il fut disciple du philosophe Ernst Bloch (1885-1977), membre de la Ernst Bloch Gesellschaft et ancien ami de Jean-Paul Sartre (1905-1980) et d'André Gorz (1923-2007), membre du groupe d'études sartriennes (GES). Sa rencontre avec Ernst Bloc sera importante d'un point de vue intellectuel, philosophique et politique. Il s'installe à Paris et obtient la nationalité française, en 1985, par naturalisation. Il soutient sa thèse de doctorat en 1987, à Paris Sorbonne.

Son autobiographie *leben ans widerstand. Memoiren eines Alt-achtundsechsigers* (Deutsche lietaraturgesellschaft, Berlin 2011) sera révélatrice de toute son activité philosophique, politique et littéraire : " résister" où l'homme est en situation de mépris et où, il subit l'asservissement et l'injustice. En 1968, il publie son premier ouvrage, à la connotation marxiste évidente dont l'objet est les évènements de mai 1968 (Paris *brennt. Die Mei Revolution in Frankreich*) ;

Il est nommé directeur de programme au Collège international de philosophie (1986-1989). Il porte un grand intérêt à la philosophie politique et au tiers monde ; Il voyage pour des reportages au Chili (1972), en Argentine (1972), au Brésil et au Portugal en 1974. Ce qui l'amène à écrire plusieurs ouvrages dont un sur la présidence de Salvador Allende, lors de son séjour au Chili (Chile *friedlicher Weg*? *Historische Bedingungen, Revolution in der Legalität*) et un autre sur la révolution des Œillets qui provoqua la chute de la dictature salazariste (Révolution et contre révolution au Portugal, édition Galilée 1976).

Fin d'année 1974, il fait la rencontre du philosophe français Jean Paul Sartre à l'occasion d'un échange pour la chaine allemande ARD. Il publie les œuvres complètes d' Auguste Blanqui aux éditions Galilée en 1975. Nouvelle publication, en 1977, sur ses entretiens avec Ernst Bloch. (tagträume vom aufrechten Gang sechs Interview mit Ernst Bloch Suhrkamp). En 1982, voit le jour son ouvrage de référence consacré à la pensée du jeune Ernst Bloch, Utopie *Messianismus und apokalyspse im frühwerk von Ernst Bloch Suhrkamp*). En 1985, il est co-organisateur avec Michael Löwy du Congrès international de philosophie ayant pour titre : Réification et utopie Ernst Bloch et Georg Luckas. Michael Löwy sera membre du jury lorsque

Münster va soutenir sa thèse sur le discours utopique dans la pensée d'Ernst Bloch. A l'université fédérale de Rio Janeiro, il enseigne comme professeur associé de 90 à 92. Il rentre en France comme attaché temporaire d'enseignement et de recherche en 1992. Il sera nommé, en 1994, à l'université de Picardie Jules Verne D'Amiens comme maître de conférences de philosophie. Il prendra sa retraite en 2010. Il continuera à écrire et à parcourir le monde en tant que conférencier.

Il s'orientera vers l'écologie politique grâce à sa rencontre avec André Gorz dans les années 1970. Le philosophe deviendra membre du comité de rédaction d'Ecorev, la revue d'écologie politique fondée en 1999. Il quittera Europe Ecologie Les Verts, qu'il avait rallié en 2011, à la suite d'un différend concernant un accord avec le PS. Ensuite, il se rapprochera du Front de Gauche lors de la campagne de 2012. La même année, il est cosignataire du manifeste écosocialiste, issu des premières Assises de l'écosocialisme mis en place par le parti de gauche. L'année suivante, il réfute la ligne souverainiste et populiste et quitte le parti de Jean –Luc Mélenchon.

Voici quelques ouvrages en langue française pour éventuellement aller plus loin.

Emancipation (de Marx à Marcuse) Histoire et actualité d'un concept, éditions l'Harmattan (questions contemporaines), Paris, avril 2020.

Le marxisme « ouvert et écologique » de Michael Löwy, hommage à un intellectuel "nomade", Arno Munster en collaboration avec Fabio Mascaro Quérido, édition l'Harmattan, (ouverture philosophique), Paris mars 2019.

Ernst Bloch et les XI Thèses de Marx sur Feuerbach, éditions Delga, Paris 2018.

Pour un socialisme vert, éditions Lignes, Fécamp, 2012.

André Gorz ou le socialisme difficile, Nouvelles éditions Lignes, Fécamp, 2008.

L'utopie d'Ernst Bloch.

Le philosophe allemand s'est spécialisé dans la pensée d'Ernst Bloch (1885-1977), dont il fut le disciple. Pour Münster, Bloch était un grand érudit et un militant qu'il compare à Rosa Luxemburg et Antonio Gramsci, pour leur marxisme hétérodoxe, car ils ne se contentaient pas de dénoncer la primauté de l'économie sur l'individu mais leurs réflexions découlent d'un projet émancipateur. La vie de Bloch était un engagement perpétuel d'un point de vue

philosophique et politique pour une utopie réelle, une émancipation de l'individu et un attachement à la justice sociale et aussi à la démocratie. (Münster, p17).

Le *principe espérance,* ouvrage majeur du philosophe marxiste et de la pensée émancipatrice du siècle précédent, publié une première fois en 1954, est l'antithèse du récit d'Engels : *Socialisme Utopiques ou socialisme scientifique* en faisant revivre l'espoir à travers les utopies sociales, religieuses, architecturales et techniques. (*Politique n°96 septembre-octobre 2016*).

Gabriel Maissin, économiste à l'UCL spécialisé entre autres dans la théorie marxiste et de l'écologie, membre du comité éditorial de la revue Politique précise : " faire resurgir cet esprit de l'utopie ce n'est pas se substituer au matérialisme historique, les utopies doivent être fondées en raison, à l'aide des outils du matérialisme historique. Non pas cette certitude scientiste d'un marxisme canonisé mais une espérance savante, la science de la réalité, le savoir actif tourné vers la praxis transformatrice du monde et vers l'horizon de l'avenir. Les utopies abstraites du passé se limitaient à opposer leur image-souhait au monde existant, sans en établir les conditions sociales d'avènement (…) pour Bloch ce processus appelle à l'avènement de l'utopie concrète. Les utopies du passé doivent y être convoquées pour élucider, enrichir les contenus de cette transformation" (Maissin, 2016, p 1)

Le chercheur associé au réseau éconosphères, cite Bloch dans le texte concernant la relation que la technique moderne entretient avec la nature : " qu'une relation marchande et hostile : installée dans la nature comme une armée qui occupe un pays ennemi, en humanisme optimiste, Bloch plaide pour une réconciliation avec une technique enfin libérée des lois du marché conçue comme une technique d'alliance médiatisée avec la co-productivité de la nature". (Maissin, 2016, p 1)

La réception de l'ouvrage par les partisans intransigeants de la doctrine du matérialisme de Marx sera virulente. Hans Jonas (*1903-1993)* marquera son opposition totale dans son essai, Le *principe responsabilité* (*1979*).

Arno Münster a pour projet philosophique et politique de remettre au goût du jour la pensée utopique et de l'utiliser comme un puissant vecteur de l'esprit et sa capacité de résistance élevée dans le combat que la gauche radicale doit mener contre une droite représentant les forces de la finance et une autre droite à l'extrême de l'échiquier politique mais aussi une "social-démocrate libérale" qui a délaissé son électorat et qui se trouve inféodée aux pratiques néo-libérales.

Le philosophe déclare: ”mettre en évidence l’actualité d'une écologie politique d'émancipation et la nécessité d’œuvrer pour convergence et une synthèse des idéaux socialistes et écologiques afin de pouvoir mener, unis sous le drapeau de l’écosocialisme, le combat difficile pour la transformation écologique et sociale de nos sociétés de consommation, accompagnée du combat pour la justice sociale et une société autre, libérée des impératifs du profit et de la marchandisation de tout, combat qui est et sera et celui d’une révolution à la fois verte et citoyenne”.(Münster, 2013, p10).

Les propos de Münster signifient qu'étant donné l’ampleur de la tâche, le projet écosocialiste ne peut être qu’utopique et qu’il est la seule assurance pour un changement de paradigme de société en comparaison des fausses solutions proposées par une social-démocratie rompue à la gestion de l’Etat ayant pour finalité de favoriser le capital. Abandonner les utopies, c’est aussi continuer à être sous le joug d’une “caste” profitant librement de la crise de la dette publique et des Etats au détriment des classes laborieuses, et cela est intolérable. (Münster,2013, p10)

Qui peut porter le projet écosocialiste ?

Le philosophe s’exprime en faveur de la gauche radicale (surtout) pour porter le projet éco socialiste mettant en avant des valeurs de justice sociale, intérêt du plus grand nombre, répartition des communs, et celui-ci serait susceptible de fédérer les travailleurs et les citoyens qui ont subi la crise (2008) et du diktat des marchés financiers afin de créer une dynamique de résistance face à un système basé, entre autres, sur l’accumulation de capital et des dégradations des biotopes.

Comment réaliser ce projet ambitieux ?

Il est important de préciser que le philosophe est cosignataire du manifeste écosocialiste aux premières assises de l’écosocialisme du parti de gauche en 2012.

Dans la perspective de la réalisation du projet, Münster renvoie au programme du Front de Gauche : “ la création d’un Fonds européen de développement social, écologique et solidaire, complété par l’exigence de créations de pouvoirs nouveaux pour les salariés et l’encouragement à la création de coopératives autogérées démocratiquement par les producteurs associés” . (*Programme du Front de Gauche, Paris, 2011, p 11*)

J'ai pu retrouver un article d'*Alternative Economique* où Michel Abhervé, un professeur associé à l'université Est Marne La Vallée d'économie sociale et solidaire décortique les propositions des candidats à la présidentielle de 2012.

L'économiste reprend telle quelle la proposition issue du programme sous le titre suivant :

Encourager d'autres formes de propriété " à l'inverse des idéologues de marché qui font de l'entreprise capitaliste privée le modèle unique, nous encourageons la diversité des formes de propriété indispensable à une politique de création d'emplois. La loi reconnaîtra cette diversité et la protégera face à la concurrence libre et non faussée qui revient en fait à la logique du profit privé".

Un second paragraphe explicatif :

« Le soutien public à l'économie sociale et solidaire, et notamment aux coopératives sera fortement augmenté. Une aide financière sera accordée aux salariés qui reprennent ou qui créent leur entreprise sous formes coopératives. Nous favoriserons la création de sociétés coopératives d'intérêts collectifs (SCIC) permettant d'associer salariés, usagers et collectivités territoriales dans des projets de développement local. Les commandes de l'Etat, du service public et des collectivités s'adresseront prioritairement à ces coopératives grâce à la modification du code 53 des marchés publics. Un soutien sera attribué aux habitats autogérés et coopératifs, dans le cadre des programmes de créations de logements sociaux, en neuf et en réhabilitation. Enfin l'ESS sera intégrée au programme des sciences économiques et sociales au lycée.

C'est dans ce sens qu'une loi-cadre sera nécessaire de l'ESS afin de définir précisément les critères d'attribution des moyens de l'Etat et des collectivités publiques : les finalités sociales et environnementales des entreprises et associations bénéficiaires ne pourront être dissociées d'un fonctionnement réellement démocratique » (Abhervé, M, alternative économique, 06 01 20212)

Quelle démocratie dans le projet écosocialiste d'Arno Münster ?

Après un constat sur la crise de la démocratie moderne, à laquelle on peut ajouter une crise économique et financière mondiale, qu'un désengagement manifeste pour le système représentatif se traduit par une abstention dans les bureaux de vote. Münster pense que la défiance envers les institutions ne porte pas l'entière responsabilité du désaveu de la population. Elle trouve aussi sa source dans la relation entre le politique et les média et d'une crédibilité en berne qui est la conséquence d'affaires de corruption. Il cite Daniel Bensaid

> "avec la débâcle du despotisme bureaucratique et du socialisme réellement inexistant, le signifiant flottant de démocratie devint alors synonyme d'Occident victorieux, d'Etats-Unis triomphants, de marché libre et de concurrence non faussée. Au même moment, une attaque en règles contre les solidarités et les droits sociaux, une offensive sans précédent de privatisations du monde, réduisant comme peau de chagrin l'espace public". (Münster, 2009, p 70).

Quelle solution pour la démocratie ?

Pour Münster, cela ne fait aucun doute que la démocratie participative peut être un choix possible malgré qu'elle ne soit pas mise en avant par les grands partis même à gauche. Il précise qu'il n'est pas possible d'instaurer une démocratie participative de façon rapide, une période transitoire plus ou moins longue serait nécessaire.

Le philosophe précise sa pensée : "car même si le système de la démocratie et gouvernance représentative souffre effectivement d'un déficit démocratique (Habermas), sa légitimité ne peut pas être facilement remise en cause, vu qu'il est le résultat historique de la conquête des libertés et de la substitution d'un régime monarchique de droit divin et du despotisme par la Révolution Française et parce qu'il incarne toujours, malgré tous ses défauts, une alternative démocratique, positive et pluraliste aux régimes totalitaires. Le problème posé reste pourtant le fait que cette démocratie représentative est, comme le note, entre autres, Pierre Rosanvallon, inachevée". (Münster, 2009, p 70)

L'idée d'Habermas selon laquelle il recommande le développement des activités associatives semble être une proposition insuffisante pour Münster. Il préconise plutôt « c'est la construction et le développement, à partir de la base, de contre-pouvoirs à tous les niveaux de la production et dans toutes les institutions pour que se construise ainsi une véritable contre-

puissance et force d'attaque démocratique de base légitimée par sa capacité auto-législatrice et sa capacité de mobilisation extra-parlementaire.

L'institution de cette démocratie de base ne se fera pas, comme le souligne André Gorz, par une action révolutionnaire subite, mais elle ne peut s'effectuer que dans le cadre d'un processus lent et constant de réformes radicales qui conduira, à un moment donné, à une situation de double pouvoir, c'est-à-dire celle de l'entrecroisement de deux légitimités, avant que cette contre-puissance démocratique de base que Pierre Rosanvallon appelle aussi contre-démocratie devienne éventuellement un jour majoritaire ou hégémonique ».(Münster, 2009, p73)

La problématique du productivisme :

Le désir de Münster concernant cette problématique est d'implémenter une planification écologique, et la production serait soumise à l'instauration d'une "règle verte", ce qui signifie un mode de production écologique et socialiste. (Münster, 2013, p157).

Comment s'articulent cette planification et cette règle ?

Pour trouver une réponse, il faut se référer au programme de la France Insoumise aux élections présidentielle de 2022.

L'objectif est l'explication de la mise en œuvre de la règle verte, c'est-à-dire ne pas prélever davantage qu'elle ne peut reconstituer, par la planification démocratique : " la règle verte implique une véritable révolution dans nos modes de production, de consommation et d'échange pour nous mettre en harmonie avec la nature et ses cycles".

Un conseil à la planification démocratique sera créé, il est le garant de la mise en place des finalités et des règles de la planification, il veille à la cohésion des différentes politiques avec le respect des règles défini par le plan via des délégués présents sur l'entièreté du territoire, le but est de coordonner à l'échelle des départements et les délégués doivent faire remonter les informations.

Des consultations citoyennes seront organisées et c'est le rôle du conseil à la planification de les animer. Elles seront décentralisées. Le premier rôle du conseil de la planification est d'assurer le déroulement démocratique du processus : " c'est cette irruption citoyenne dans les

débats qui permet de réfléchir ensemble et de définir collectivement les besoins. Pour que cela soit possible une vaste diversité des modes de participation citoyennes est mise en place".

C'est à l'échelon communal que les débats seront organisés. Annoncés via un affichage et ouverts à tous, organisés par quartier et plusieurs seront organisés mais avec des horaires différents pour permettre une diversité sociale la plus large possible. Les communes ont l'appui de délégués.

Les résultats de ces débats citoyens seront rendus public en précisant les oppositions et les accords.

Des citoyens sont tirés au sort pour constituer des assemblées. Leur travail est d'analyser les débats locaux, ils ont la possibilité d'échanger avec différents acteurs publics ou privés pour remplir leurs missions. Le débat citoyen peut être suivi en ligne avec la possibilité d'intervenir ou de commenter.

La consultation des organisations fait partie intégrante du processus de la planification : " elle doit associer les syndicats, les branches professionnelles, les ONG, les associations".

Dans le programme de la France Insoumise, on utilise le terme : " bifurcation écologique" pour exprimer l'idée de la transition écologique. Il est précisé que cela va nécessiter des changements en profondeur dans tous les domaines de la vie, et il est donc primordial de réunir tous les acteurs sociaux et économiques. Les propositions, points de vue divergents doivent pouvoir s'exprimer.

On peut relever dans le programme d'autres précisions concernant le conseil de planification « le conseil à la planification démocratique est ainsi doté de commissions thématiques par secteur qui rassemblent les acteurs et actrices organisées de la société : les branches professionnelles et les syndicats de chacune de ces branches, ONG, chercheurs issus-es de toutes les disciplines concernées, les représentants des collectivités territoriales et des citoyens-nes tiré-es au sort.

Ce processus assure, avec le débat citoyen, le caractère et transparent de l'élaboration, du suivi et de l'élaboration du plan. (…) pour ce travail, les commissions s'appuient sur les comptes rendus des débats citoyens, dont des synthèses thématiques sont réalisées par le Conseil à la planification écologique. (…), elles évaluent également les moyens humains, financiers et de qualification nécessaire à la mise en œuvre du plan ».

Il faut signaler que pour chaque étape de la mise en application du programme, il est prévu que les échanges soient rendus publics.

Comment s'organise le débat parlementaire?

Les résultats des débats citoyens et des commissions thématiques sont le socle de la conception d'une loi de planification écologique gérée par le Conseil à la planification en accord avec les différents ministères.

Les grands travaux de conversions écologiques et aux ajustements climatiques seront arrêtés par la loi de planification démocratique.

Concernant la production, la planification : " fixe des mesures clés et des objectifs sectoriels qui répondent au double enjeu écologique et social, la programmation pluriannuelle des investissements nécessaires et les investissements qui y correspondent".

Elle sera transmise au Parlement ainsi que les résultats des choix de la population et les devoirs des commissions thématiques. (*La France Insoumise, programme élection présidentielle 2022).*

La collectivisation des biens communs :

Un contrôle citoyen de l'usage des biens communs que sont l'eau, les forêts, l'air, la biodiversité. Le but est d'écarter le marché de ces biens communs. Grâce à " des pôles publics fondés sur des opérateurs publics ou renationalisés"

Le parlement entérine la loi de la planification écologique et le gouvernement en est le garant. Une évaluation des biens communs et des services essentiels sera régie par le Conseil à la planification écologique et chapeauté par des ministères.

Une liste des biens communs et services essentiels sera dressée et soumise au référendum :

" en faisant usage de l'article 11 de la constitution", les biens communs et services seront sélectionnés par la population et celle-ci décidera de ceux à nationaliser. Le Conseil de planification écologique tiendra compte des conclusions du référendum en adoptant une loi pour la collectivisation.

Cette loi va déterminer les dispositions nécessaires pour la protection mais aussi la gestion des biens communs et des services indispensables qui sont définis par la population “ création de pôles publics, nationalisation des entreprises, appui sur des coopératives, modes de gestion démocratiques, rôles donnés aux salarié-es”.

Création de nouveaux outils publics :

Pour permettre la relocalisation, une agence verra le jour, celle-ci organisera les objectifs de relocalisations dans les différents secteurs d’importance pour une indépendance nationale.

Repenser l’organisation de l’Etat :

L’Etat doit être remodelé en fonction des objectifs écologiques et démocratiques, en se basant sur un Etat qui protège l’intérêt de tous et de toutes ainsi que le respect de l’égalité à l’échelon national. Le niveau départemental est garant de la répartition équilibrée des services publics dans les différents territoires. C’est à l’échelon communal que le citoyen s’exprime démocratiquement.

Pour réaliser « la bifurcation écologique », ce sont les travailleurs qui vont influencer les changements au niveau des outils de production car ils sont les possesseurs du savoir-faire.

En instaurant “une règle verte” qui peut se traduire par le respect des cycles de la nature, sa capacité à se reconstituer, cette règle influence donc fortement le mode de production puisqu’elle respecte les limites de la planète, avec ce cadre “écologique” la production ne peut se limiter principalement qu’aux biens primaires (manger, …) ou utiles. La règle verte exclut-elle la majeure partie des besoins artificiels alimentés par la publicité de tous les instants ?

Les habitudes consuméristes, encrées depuis plusieurs décennies ne peuvent-elles pas influencer négativement la production ou du moins une partie de celle-ci en faveur de biens superficiels ? En d’autres termes, il n’y a donc aucune certitude d’un choix rationnel ?

Quel dispositif peut-on instaurer pour s’assurer d’une production qui respecte des critères rationnels ? J’émets une hypothèse : une charte ne pourrait-elle pas être envisagée ? Signée par toutes les parties prenantes, la chartre aurait pour dessein d’établir une classification des biens. De ceux qui sont indispensables à ceux qui sont “artificiels” ; fixer par exemple un pourcentage obligatoire de production de biens de première nécessité.

Ce que l'on peut raisonnablement affirmer, est qu'elle renforce la démocratie par le bas puisque les personnes concernées jouent un rôle central dans le processus décisionnel. La démocratie directe est clairement exprimée mais n'exclut pas la démocratie représentative mais plutôt une combinaison entre ces deux formes de démocratie puisque la démocratie directe se réalise à l'échelon local et la loi de planification nourrie des débats citoyens et des commissions thématiques est transmise au parlement.

On peut ajouter que la démocratie directe est renforcée par le recours au tirage au sort pour garnir des assemblées départementales dont l'objectif est que ces citoyens établissent, sur base des différents débats locaux, leurs travaux en rencontrant des acteurs privés ou publics. Notons aussi le recours au référendum, dans le but d'établir une liste des biens à collectiviser.

On a pu analyser que la démocratie directe était un point central dans l'articulation entre la production et la démocratie. Ceci n'exclut pas un rôle prépondérant de l'Etat dans les objectifs de la « bifurcation écologique » et d'une réponse démocratique à l'urgence sociale. L'Etat chapeaute toute les décisions prises au niveau local, par exemple le redéploiement de services publics pour le bien être du citoyen.

Dans ce cas de figure l'Etat assure l'intérêt général et l'égalité nationale. Est-il possible d'envisager un autre garant pour l'intérêt général et un respect de l'égalité ?

L'Etat est-il indispensable au déploiement des réformes écosocialistes ?

On peut donc affirmer que pour réaliser le programme écosocialiste, la France Insoumise s'appuie sur les structures de l'Etat en combinant démocratie directe et démocratie représentative. Le programme précise que la pluralité des formes démocratiques et productives sera encouragée par l'Etat en accordant des moyens supplémentaires. Donc dans ce cas de figure également l'Etat a un rôle déterminant.

Lourdeurs administraives ?

Force est de constater que la volonté de déployer tout l'arsenal démocratique à tous les échelons est bien louable mais cela n'a-t-il pas pour conséquence une certaine lourdeur administrative qui pourrait peut-être retarder les prises de décisions indispensables à l'urgence climatique ? De plus, l'implémentation de toute la chaîne décisionnelle requiert un nombre important de citoyens prêts à s'investir dans le processus.

Il est permis de penser qu'un nombre non négligeable d'individus s'abstiendront de toute implication. Si on peut saluer la démarche de proposer au plus grand nombre de participer aux différentes étapes décisionnelles, de façon active, on ne peut s'empêcher de craindre la reproduction d'une "caste" qui concentrerait différents pouvoirs et à qui on pourrait reprocher tous les maux de la démocratie représentative.

6. Points de convergences et de divergence (variantes) entre les 3 auteurs.

Cet exercice a pour finalité de mettre en exergue ce qui est commun aux auteurs mais aussi les divergences. Celles-ci sont souvent à nuancer car assez proches mais des points de détails qui ont leur importance ne permettent pas d'utiliser le terme de « divergence », celles-ci sont souvent à nuancer et on leur préfèrera le terme « variante ». Ce paragraphe doit aussi apporter de la clarté sur la manière des trois auteurs de concevoir l'écosocialisme, à partir des repères que sont l'antiproductivisme et la démocratie sans oublier le rapport à l'Etat.

6.1 Les convergences.

Sur la critique écologique du productivisme : ils ont une position identique sur cet aspect. Le productivisme est considéré comme un désastre pour l'environnement. Cette critique est à la base du projet écosocialiste.

Sur une opposition aux coalitions gouvernementales composées de partis de la social-démocratie et divers partis verts : Gorz, Löwy, Münster sont très critiques à l'égard de la social-démocratie car pour eux, la social-démocratie est une variante productiviste du socialisme qui autorise le capitalisme. L'écosocialisme s'oppose farouchement à la social-démocratie car il est, par essence, antiproductiviste. A noter que Gorz s'est progressivement désolidarisé de la gauche productiviste à partir de la fin des années 70, bien avant que l'écologie politique prenne de l'ampleur dans le débat public.

Sur une planification démocratique mais en rejetant une planification centralisée : les trois auteurs sont parfaitement en accord sur cette thématique. Pour eux, une planification ne peutêtre que démocratique car elle permet de déterminer les besoins de la population et donc de la production. Ils ont une aversion profonde à l'égard d'une planification centralisée de type stalinienne qui fut un désastre pour le peuple.

Sur une réduction du temps de travail : même vision pour les philosophes, la diminution du temps de travail est très importante dans l'articulation de l'écosocialisme. Elle autorise les personnes à participer au processus décisionnel des biens à produire, elle renforce donc la démocratie. La réduction du labeur libère du temps supplémentaire dans la sphère privée et elle favorise l'émancipation de l'individu. Elle diminue la contrainte du travail trop souvent basé sur le productivisme.

Sur le fait que l'Etat a un rôle à jouer comme support vers l'écosocialisme : si l'on s'en tient à un rôle de l'Etat comme support qui permet l'implémentation des idées écosocialistes, les auteurs ont tous les trois la même vision. J'apporterai des précisions concernant la position de Gorz vis-à-vis de l'Etat dans la partie divergence (variante).

Sur le consumérisme et le rejet du marketing publicitaire : Ils sont tous les trois sur la même longueur d'onde concernant le rejet de la publicité qui est un rouage essentiel du capitalisme. De plus le marketing publicitaire de valoriser l'écoulement de la marchandise et renforce donc le productivisme.

6.2 Les divergences (variantes)

Gorz utilise l'écologie comme possibilité de sortir du capitalisme : sa position est radicale par rapport à Löwy et Münster. Si les deux auteurs attachent autant d'importance à l'écologie qu'au socialisme, il n'en va pas de même pour Gorz qui déclare ouvertement qu'il n'est pas environnementalisme. Pour lui, l'écologie est un changement de paradigme.

Gorz et son adhésion à la critique de la valeur : il est le seul des trois auteurs à se passionner pour cette théorie, elle permet au philosophe de radicaliser sa pensée dans sa recherche chronique d'émancipation de la personne.

Gorz considère les TIC comme un outil pour s'émanciper : de nouveau, il est isolé concernant son espoir ou sa quasi-certitude que les TIC auront le pouvoir d'ôter la possession des moyens de production au capitalisme.

Gorz défend l'instauration d'un revenu universel : il est précurseur sur le sujet, le revenu universel a une place centrale dans la pensée de Gorz car c'est un outil qui permet d'articuler sa théorie de l'émancipation du sujet. En effet, le revenu garantit une indépendance financière qui doit donner la possibilité à l'individu de réduire sa dépendance au travail dans la sphère hétéronome.

Gorz désire la mise en place d'une économie de la gratuité grâce à une autoproduction high-tech : le natif de Vienne, est très confiant à ce sujet, grâce à la théorie de l'économie distributive combinée à l'avènement des TIC. Les deux autres auteurs écosocialistes n'ont pas abordé la question.

La critique marxiste du capital (variante). Tous les trois représentent un marxisme hétérodoxe car ils pensent l'émancipation de l'individu mais Gorz s'inspire plutôt d'un Marx que l'on peut qualifier d'humaniste, antiproductiviste et libertaire (Gollain, 2021, p10) peut-être que l'on peut considérer le marxisme de Gorz comme un marxisme écologique ou un écosocialime avant l'heure.

Löwy et Münster conçoivent leur rapport à la démocratie de la même manière mais Gorz est plus ambivalent quant au rapport à l'Etat (variante) : si les deux premiers auteurs sont favorables à la démocratie représentative renforcée par la démocratie directe et s'appuient sur l'Etat pour la mise en pratique des thèses de l'écosocialisme, Gorz, est en phase avec Löwy et Münster à ce sujet mais sa pensée oscille entre l'utilisation de l'Etat par exemple pour organiser le travail autonome mais en même temps, il a souvent critiqué l'Etat, qui représente à ses yeux un maillon essentiel de l'appareil productif et il a aussi déclaré que la population au service de l'Etat s'atrophie à cause des pratiques technocratiques.

Gorz, Löwy, Münster adhèrent au principe autogestionnaire via le renforcement de la démocratie directe mais Gorz est plus radical dans son approche (variante) : si Löwy et Münster adhèrent au principe autogestionnaire, ils n'en font pas une priorité absolue. Gorz se rapproche de la vision de Murray Bookchin d'une écologie sociale libertaire.

Après avoir exposé succinctement les convergences et les divergences ou plus finement des variantes. On peut remarquer que Löwy et Münster ont une vision assez proche. Gorz a de nombreux points communs avec les deux autres auteurs mais sa pensée se démarque sur des points fondamentaux. Maintenant, je vais présenter l'analyse des convergences et des divergences.

Analyse des convergences et des divergences (variantes).

Les convergences

On peut relever que Gorz, Löwy, Münster sont en accord sur de nombreux aspects. On peut citer, la critique écologique concernant le productivisme, l'opposition aux partis de la social-démocratie, la planification démocratique, la réduction du temps passé au travail, le marketing publicitaire, etc. Ce qui est tout-à-fait compréhensible. En effet, s'ils n'avaient pas un socle

commun, ils ne pourraient pas être considérés comme écosocialistes. Il ne faut pas oublier que Gorz a eu une influence sur Löwy et sur Münster et que Gorz est considéré comme un précurseur de l'écosocialisme. Il est important de signaler que sur le marqueur « antiproductivisme », il y a une convergence totale, les trois auteurs représentent un marxisme hétérodoxe. Le second marqueur ne peut être rangé dans cette catégorie, le marqueur « démocratique » ainsi que le rôle de l'Etat.

Les divergences.

Dès le point de départ de sa pensée sur sa vision de l'écosocialisme, Gorz exprime sa singularité car si Löwy et Münster considèrent le socialisme et l'écologie sur un pied d'égalité, ce n'est pas tout à fait le cas de Gorz. En effet, il considère l'écologie comme un moyen de sortir (de s'émanciper) du capitalisme. Cela n'exclut certainement pas sa préoccupation pour les problèmes climatiques.

Cette différence de fond traduit son besoin d'émancipation qui traverse toute son œuvre. Son attachement à l'existentialisme de Sartre qui faisait écho à son passé douloureux. Au début des années 90, la pensée d'André Gorz va se radicaliser en reprenant à son compte les écrits d'un Marx dit « ésotérique » moins connu et aussi vis-à-vis de son positionnement sur les technologies de communication et de l'information. Son intérêt pour les « TIC » découle de ce même besoin, au point d'en oublier les dégâts avérés qu'elles produisent sur l'environnement. Un comble pour un théoricien de l'écososialisme. Ce positionnement est difficilement défendable. Gorz sera précurseur dans la proposition d'un revenu d'existence. Si dans un premier temps, il le conditionne à un nombre d'heures prestées, sa réflexion va évoluer vers un revenu universel. Dans les dernières années de sa vie, sa pensée va encore évoluer avec la découverte des thèses de Jacques Bougoin sur l'économie distributive. Il entretiendra une correspondance avec sa fille Marie Louise, qui l'aidera à répondre à sa question sur sa crainte que l'économie distributive nuise à l'autoproduction. Il s'enthousiasmera encore pour une nouvelle technologie dans les derniers mois de sa vie, la fabrication digitale qui permet la création en trois dimensions ; ce qui renforcera sa conviction d'une économie gratuite car grâce aux « digital fabricators », la production locale individuelle à coût réduit est maintenant possible pour l'individu. Ses prédictions ne se sont pas vérifiées. Gorz est-il aveuglé par son souci permanent de l'émancipation de l'homme ?

7. Conclusion

Mon intention était de questionner l'écosocialisme comme projet répondant à mes préoccupations économiques, sociales et écologiques. En ce sens, l'écosocialisme est bien une réponse en promettant un projet qui intègre ces trois dimensions dans une perspective de justice sociale et écologique.

Les propositions théoriques des trois auteurs peuvent -elles passer l'examen du réel ? Est-ce que l'essai est transformable ? l'écosocialisme est une utopie concrète qui a besoin de se frotter au réel. Michael Löwy et Arno Münster proposent un projet dont la charge utopique est moins forte que celle du projet d'André Gorz. La proposition des deux premiers auteurs pourrait être traduite plus aisément dans un projet politique. On peut envisager que sur le plan démocratique, la combinaison de la démocratie représentative et de la démocratie directe est tout à fait réalisable mais demande une énergie considérable de la part des acteurs et renforce malheureusement la bureaucratie. De plus la population est peu habituée à participer de façon proactive aux décisions. Le projet Gorzien réclame une adaptation encore plus importante à un nouveau modèle de société car il inclut une proposition autogestionnaire et tend vers une diminution de l'influence de l'Etat. Gorz souhaite une autonomie beaucoup plus grande grâce à l'utilisation des nouvelles technologies censées nous apporter la maîtrise des moyens de production au détriment du grand capital mais cet aspect est difficilement mesurable car le capitalisme peut facilement les détourner à son profit. Gorz prône un retour à l'artisanat mais le savoir, les compétences ne sont plus présents. Il promet aussi une société de la gratuité. Il faudra donc combattre l'ordre dominant en place et décoloniser l'imaginaire de la population qui intègre le système capitaliste depuis plus de 150 ans. Le modèle écosocialiste est une révolution qui demandera beaucoup de temps et d'énergie mais qui est peut-être une solution indispensable à implémenter pour espérer une justice sociale et écologique.

Ma question de départ était « comment le socialisme intègre la dimension écologique ? » Question ouverte, dont la réponse est peut-être en premier lieu philosophique.

Le socialisme doit arrêter de considérer la nature comme une ressource inépuisable, ce qu'elle n'est fondamentalement pas. Cela signifie la nécessité d'engager une mutation idéologique ayant pour dessein de sortir du productivisme, c'est-à-dire un système économique ayant pour finalité première la production comme processus permettant l'émancipation de l'individu. Cela traduit un anticapitalisme assumé par les dépositaires du courant écosocialiste s'opposant

ouvertement aux pratiques des partis de la social-démocratie et de l'écologie politique inféodées au capitalisme. L'émancipation socialiste ne peut dorénavant écarter la problématique écologique et l'écologie politique ne peut se passer du socialisme. Leurs destins sont scellés.

Comment peut-on sortir de ce nœud gordien qu'est le productivisme et de sa conséquence sur notre dépendance au consumérisme ? Les trois auteurs apportent comme réponse l'instauration d'une planification démocratique qui permettrait de diminuer de façon drastique la productivité car celle-ci serait réduite essentiellement aux besoins primaires et donc limiterait la production des besoins artificiels, engendrée par le modèle capitaliste grâce au marketing publicitaire d'une rare efficience. Malheureusement, il est assurément complexe d'avoir la certitude que les individus ayant accès à la sphère décisionnelle feront les choix les plus pertinents pour le respect de l'environnement.

Dans un second temps, la mutation est politique. De ce point de vue, la planification démocratique apporte une réponse positive car elle autorise les individus, au contraire du capitalisme, à participer de façon active, s'ils le désirent, aux décisions qui les incombent. On peut noter que la proposition de la démocratie directe est un progrès notable comme marque de confiance envers la population, souvent malmenée dans la démocratique représentative.

Il est bien utile de restaurer la confiance avec ceux qui permettront de porter le projet écosocialiste dans la vie de tous les jours. C'est bien là un problème de taille, car si passer de la théorie à la pratique pour un projet aussi radical que l'écosocialisme est tout sauf une sinécure, que dire du changement de mentalité à adopter par la population qui, en amont, est la condition sine qua none pour son implémentation ? Est-ce que des projets du "type" écosocialiste qui reposent sur un respect de la nature et d'une justice sociale ne devraient pas rencontrer une large adhésion ?

L'impératif climatique ne fait plus guère de doutes, il peut être difficilement nié par la population. Pourquoi les partis qui adhèrent aux thèses écosocialistes ne sont-ils pas mieux représentés dans nos instances démocratiques ? Je pense à Der Linke en Allemagne, Le Nouveau parti Anticapitaliste en France, La Gauche en Suisse, Libre au Portugal, Demain ou le parti anticapitaliste en Belgique. Il est certain que l'on peut constater que les thèses écosocialistes sont très souvent présentes dans presque tous les pays européens, mais leur poids politique est bien souvent très faible voir insignifiant. Seule la France Insoumise de Jean-Luc Mélenchon est l'exemple qui confirme la règle. Au premier tour des dernières élections

présidentielles, la France Insoumise a récolté 21,95%, ratant d'un fifrelin le second tour ; récoltant 1,20% de moins que Marine Le Pen. Il est vrai que l'on peut considérer que le premier motif de vote en faveur du parti de Jean-Luc Mélenchon n'est peut-être pas dû au ralliement aux thèses écosocialistes (Arno Münster était, en 2012, cosignataire du manifeste écosocialiste de LFI) programmatiques de la gauche radicale mais de nombreuses organisations écologiques ont déclaré que la France Insoumise proposait le meilleur projet écologique ; ce qui était déjà le cas aux élections présidentielles précédentes. On constate que le parti écologique de Jadot n'a récolté que 4,5% et la candidate du parti socialiste un score presque insignifiant : 1,8% des suffrages ! Peut-on affirmer qu'il s'agit d'un désaveu de la population à l'égard des partis de la social-démocratie et de l'écologie politique "traditionnelle" ? Et que les thèses rouges-vertes progressent dans les esprits ?

Pour qu'une telle révolution soit indispensable, il faut rassembler. Trop souvent la gauche est apparue divisée. Depuis le deuxième tour des élections présidentielles, LFI a appelé au rassemblement, ce qui est une volonté démocratique. En effet une grande majorité du "peuple de gauche" désire ce rassemblement. C'est chose faite pour engager la bataille aux prochaines élections législatives sous la bannière de la "NUPES" qui signifie nouvelle union politique écologique et sociale qui rassemble autour de La France Insoumise, EELV, PS, PCF, Génération Ecologie.

Quels freins pourraient rencontrer une telle alliance ? Lorsqu'on envisage d'adresser un message à dimension écologique, des réticences peuvent surgir de la part de la population.

La sociologue Solange Martin qui travaille au service économie et prospective de l'ADEME : agence de l'environnement et de la maitrise de l'énergie, explique les résistances au développement durable et au changement climatique.

Les premiers freins sont d'ordre psychologiques, le dérèglement climatique peut provoquer de l'appréhension et se traduire par un déni de la problématique. Elle mentionne également des freins psychosociologiques, c'est-à-dire, si dans l'entourage le sentiment général est au rejet des arguments du GIEC, il y a un risque que pour garder une entente familiale positive, par exemple, on abandonne nos bonnes résolutions. On peut ajouter des freins sociologiques, en fonction de sa classe sociale, on adopte des comportements différents vis-à-vis de la problématique écologique. Il y a aussi des freins anthropologiques, en rapport avec notre culture, il existe des normes qui charpentent nos vies en société, sans oublier des freins d'ordres économiques, s'il faut utiliser l'entièreté du budget pour satisfaire les actes d'achats de

consommation du quotidien, il est très compliqué, voire impossible, de dégager des montants supplémentaires nécessaires à l'isolation, à la rénovation de l'habitation. (Réseau durable, 2017).

En ce qui concerne la problématique de l'Etat, celui-ci sert de point central à l'implémentation des idées écosocialistes dans les articulations des trois auteurs, on peut relever leurs désirs de combiner démocratie par le haut (représentative) et démocratie pas le bas (directe) tout en précisant que la perspective "gorzienne" est plus anarchisante. Est-il simple de le faire évoluer vers un Etat écologique ?

On peut imaginer certaines entraves. Effectivement, vouloir changer l'Etat dans une perspective écologie implique aussi des changements vis-à-vis des entreprises. Les deux étant indissociables. L'Etat ne peut se passer facilement des impôts qu'il perçoit grâce à l'activité économique des entreprises. Le problème est que l'Etat a nécessairement besoin de croissance et donc s'il désire réduire ou supprimer les pollutions, cela peut entrainer des problèmes dans son fonctionnement. De plus, il ne faut certainement pas sous-estimer le rôle de puissants lobbies qui s'opposent de toutes leurs forces à des décisions plus radicales en faveur de l'environnement. L'association de la démocratie directe et représentative prônée par Löwy et Münster, si elle est plus facilement implémentable, ne pourra peut-être pas déboucher sur une possibilité d'agir de façon suffisamment efficace pour se dégager de l'emprise du triptyque marché, technoscience, Etat. On peut donc se demander, si la proposition de Gorz plus radicale, n'est pas celle qu'il faut envisager pour répondre rapidement au changement climatique.

L'Etat aura plutôt tendance à utiliser son pouvoir de façon plus mesurée. Il va tirer profit de sa bureaucratie pour organiser "un droit de l'environnement". Dans la conception de l'Etat, la protection de la nature est purement une gestion administrative. Les solutions classiques seront privilégiées comme les subventions, les interdictions, les quotas. Ces améliorations à la marge sont totalement insuffisantes pour faire face au défi climatique. (Ecologie et politique, n°53, 2016).

Au terme de ce travail, la thèse écosocialiste me semble tout à fait pertinente, un merveilleux outil pour l'émancipation de l'individu et le respect de l'environnement. Il y a longtemps que l'on sait que le grand soir est une chimère. Si des impensés subsistent, la base théorique proposée par les trois auteurs peut permettre une traduction dans le "réel", au prix d'un changement de mentalité de la population qui doit prendre son destin en mains, les révolutions proviennent souvent d'en bas.

Le GIEC nous répète sens cesse l'urgence des actions fortes à entreprendre pour contenir la hausse des températures. Pour sortir du déni et du catastrophisme ambiant, paralysant toute action concrète, il est primordial de réhabiliter le principe espérance, cher à Ernst Bloch, comme tremplin vers l'utopie concrète écosocialiste et de l'accorder avec une citation d'Antonio Gramsci : "avoir le pessimisme de l'intelligence et l'optimisme de la volonté".

8. Références bibliographiques

8.1 Ouvrages

Audier, S. (2017). La société écologique et ses ennemis, pour une histoire alternative de l'émancipation. Paris, Edition La Découverte.

Bellamy Foster J. (2011), Marx Ecologiste, Paris, Editions Amsterdam

Bergougnoux, A, Manin, B. (1989). Le Régime social-démocrate. Paris cedex 14. P U F

Bourg D, Papaux A. (2015) Dictionnaire de la pensée écologique, Paris, PUF

Castoriadis, C. 2020 Ecrits politiques 1945-1997, VII. Ecologie et politique suivi de correspondances et compléments, Paris, Edition du Sandre

Dalio, P (2009), Notes de voyage en éco socialisme.

De Rosnay, J. (1975) Le Macroscope : vers une vision globale, Seuil.

De Rosnay, J. (2020) Les scénarios du futur, comprendre le monde qui vient. Fayard, 2008

Ducange Numa J, Keucheyan R, Roza S. (2021). Histoire globale des socialismes, Paris, Puf.

Jappe, A. (2011) Crédit à mort, Paris, Nouvelles Editions Lignes.

Jarrige, F. (2014). Techno-critiques, du refus des machines à la contestation des technosciences. Paris, La Découverte.

Latouche, S. (2020). Cornélius Castoriadis ou l'autonomie radicale, Paris, Editions du passager clandestin

Llena, C. (2014). Lao Tseu et les Taoïstes ou la recherche d'une vie Harmonieuse. Le Passager Clandestin, Coll les Précurseurs de la décroissance.

Löwy M. (2020), Qu'est-ce que l'éco socialisme ? Montreuil, Le Temps des Cerises.

Marx K. (1867), Das Kapital Kritik der Politischen Ökonomie, Hambourg, Verlag van Otto Meisner.

Münster, A. (2008), André Gorz ou le socialisme difficile. Paris, Nouvelle Edition Lignes.

Münster A. (2009), Réflexion sur la crise : écosocialisme ou barbarie, Paris, Edition l'Harmattan.

Münster, A. (2013). Utopie, écologie, écosocialisme. De l'utopie concrète d'Ernst Bloch à l'écologie socialiste, Paris, Edition, l'Harmattan.

Münster, A. (2017). Le changement climatique va-t-il tout changer ? Quelle utopie concrète pour demain ? Manifeste pour une République sociale, écologique et conviviale, Paris, Edition, l'Harmattan.

Weil, S. (2019). Note sur la suppression générale des partis politiques. Paris, Editions Allia.

8.2 Articles

Ait-Daoud, S., Laqueche, J., Bourdon, I. & Rodhain, F. (2010). Ecologie & Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) : une étude exploratoire sur les éco-TIC. *Management & Avenir*, 39, 307-325. https://doi.org/10.3917/mav.039.0307

Bacqué, M., Gaudillière, J. & Jallon, H. (2007). Dossier. 1997-2007. La gauche française entre crises et reconfigurations. *Mouvements*, 50, 4-8. https://doi.org/10.3917/mouv.050.0004

Benjamin, W. (2021). L'exploitation de la nature. Ecorev, 50, 5-8. https://doi.org/10.3917/ecorev.050.0005.

Borot, L. (2001). André Gorz, l'utopisme réaliste et le syndicalisme intégral. *Cités*, 8, 35-49. https://doi.org/10.3917/cite.008.0035

Bourg, D., Bompard, J., Duarte, L., Heriard Dubrieul, B., Merckraet, J., (2012). Comment verdir la démocratie ? Revue projet, 330, p 14-22. https://doi.org/10.3917/pro.330;0014

Braillon, C, Taddei, D. (2002). Vers une démocratie participative. Mouvements, n°sup23, 89-96. https://doi.org/103917mouv.023.0089

Clerc, D. & Méda, D. (2009). 5. Emploi et travail chez André Gorz. Dans : Christophe Fourel éd., *André Gorz, un penseur pour le XXIe siècle* (pp. 99-122). Paris : La Découverte. https://doi.org/10.3917/dec.foure.2009.01.0099"

Crisp . (2022). Démocratie représentative. https://vocabulaire politique.be.democratie.representative.

Duboin-Mon, M. (2009). 6. André Gorz et l'économie distributive. Dans : Christophe Fourel éd., *André Gorz, un penseur pour le XXIe siècle* (pp. 123-144). Paris : La Découverte. https://doi.org/10.3917/dec.foure.2009.01.0123"

Ducommun, M. (2018). Pour débattre de croissance, de décroissance et d'écosocialisme, Solidarités n°192, 21 06 2018

Daoud,

Duverger, T. (2013). Écologie et autogestion dans les années 1970 : Discours croisés d'André Gorz et de Cornelius Castoriadis. *Écologie & politique*, 46, 139-148. https://doi.org/10.3917/ecopo.046.0139

Flipo, F. (2012). Vers un éco socialisme : Entretien avec Michael Löwy. *Mouvements*, 70, 107-113. https://doi.org/10.3917/mouv.070.0107

Fourier, C. (2017). Détérioration matérielle de la planète. Ecorev, 44, 4-8. https://doi.org/ 10.3917/ecorev.044.0004.

Gollain, F. (2009). André Gorz, un marxiste existentialiste : L'histoire et le sujet de l'histoire. *Revue du MAUSS*, 34, 349-367. https://doi.org/10.3917/rdm.034.0349

Gollain, F. (2015). André Gorz, vers l'inconditionnalité du revenu. *L'Économie politique*, 67, 50-61. https://doi.org/10.3917/leco.067.0050

Gollain, F. (2018). André Gorz philosophe anticapitaliste, critique du travail et précurseur de l'écologie politique. Attac, n°18

Gorz, A. (2021). André Gorz : écosocialiste visionnaire https://www.radiofrance.fr

Gorz et de Cornelius Castoriadis. *Écologie & politique*, 46, 139-148. https://doi.org/10.3917/ecopo.046.0139

Jahan S, Lamy J. (2016). Introduction pour une histoire de l'éco socialisme p11-32, Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique. 0penEdition journals. https://doi.org/10.4000/chrhc.4908

Juignet, P. (2017). Capital et capitalisme. Philosophie, science et société p1 https://philosciences.com/52-capital-capitalisme.

Kail, M. Sobel, R, Sartre en Marxisme : Gorz penseur de l'émancipation, nonfiction, article 9763, Sartre en Marxi
https://www.nonfiction.fr/article-9763-sartre-en-marxisme-gorz-penseur-de-lemancipation.htm

Löwy, M. (2002). De Marx à l'écosocialisme. *Écologie & politique*, 24, 29-41. https://doi.org/10.3917/ecopo.024.0029

Matagne, P. (2003). Aux origines de l'écologie. *Innovations.* https://doi.org/10.3917/inno.018.0027

Maissin, G. (2021). Entre principe responsabilité et principe espérance. Revue politique n°96

Micheletti, E. (2020). Michael Löwy, les révolutions sont de grands moments de réenchantement. Voix de l'Hexagone.

Pfefferkorn, R. (2021). Matéo Alaluf, *Le Socialisme malade de la social-démocratie*, éditions Syllepse, 222 p., 18 €. *La Pensée*, 407, 151-154. https://doi.org/10.3917/lp.407.0151

Plourde, A. (2022).

Smith, G. (2017). Concevoir la démocratie pour le long terme : innovation institutionnelle et changement climatique. *La Pensée écologique*, 1 https://doi.org/10.3917/lpe.001.0158

Salazar Diaz, R. (2014). Ecosocialisme et théologie de la libération, entretien avec Michael Löwy. Presse-toi à gauche.

8.3 Sites internet

Critique de la valeur. Lexique marxien progressif. http://critiquedelavaleur.over-blog.com/page-4644209.html, consulté le 04/05/2022.

Economie distributive. La monnaie distributive. https://www.economiedistributive.fr/La-monnaie-distributive,3233, consulté le 05/05/2022.

Sécession. Max Weber : la Raison la mieux partagée. https://secession.fr/max-weber-rationalite, consulté le 29/03/2022.

Wikipédia. Ecosocialisme. Modifié le 26 mars 2022 à 17h46, httpps://fr.m.wikipedia.org/wiki/ecosocialisme, consulté le 10/05/2022.

Wikipedia. James O'Connor (academic). Modifié le 20 août 2021 à 16h59. https://en.wikipedia.org/wiki/James_O%27Connor_(academic), consulté le 15/04/2022.

Wikipédia. André Gorz. Modifié le 19 mai 2022 à 12h10. https://fr.wikipedia.org/wiki/Andr%C3%A9_Gorz, consulté le 12/04/2022.

Wikipédia. Laudato si'. Modifié le 11 mai 2022 à 9h35. https://fr.wikipedia.org/wiki/Laudato_si%27, consulté le 15/04/2022.

Wikipédia. Michael Löwy. Modifié le 25 février 2022 à 21h12. https://fr.wikipedia.org/wiki/Michael_L%C3%B6wy, consulté le 15/04/2022.

Wikipédia. François d'Assise. Modifié le 5 mai 2022 à 11h23. https://fr.wikipedia.org/wiki/Fran%C3%A7ois_d%27Assise, consulté le 25/04/2022.

Wikipédia. Socialisme. Modifié le 16 mai 2022 à 22h19. https://fr.wikipedia.org/wiki/Socialisme, consulté le 17/03/2022.

Wikipédia. Jean-Jacques Rousseau. Modifié le 27 mai 2022 à 10h42. https://fr.wikipedia.org/wiki/Jean-Jacques_Rousseau, consulté le 29/03/2022.

UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN
Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication
Place Montesquieu, 4 bte L2.05.01, 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique | **www.uclouvain.be/espo**